

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAMEDI 22  
DIMANCHE 23 JANVIER  
N° 356 1,50 F  
Belgique : 15 FB  
Commission Paritaire : 56942  
\* \*

LÉGUMES

Les profiteurs  
de la hausse

voir p. 2

## CHIRAC À L'ASSAUT DE LA MAIRIE DE PARIS

## GUERRE OUVERTE DANS LA DROITE



D'Ornano : «Je maintiens ma candidature». Chirac : «l'Union ne veut rien dire en soi, il faut avoir du souffle».

La guerre est maintenant nommée déclarée entre les deux clans de la «majorité» qui avaient fait élire Giscard contre Mitterrand au deuxième tour des présidentielles de 74. Le nouveau coup de force de Chirac prenant ouvertement, de manière irréversible, le contre-pied des positions définies par Giscard, tout en tentant de ménager Barre, a déclenché une tempête chez les «alliés» du RPR.

Poniatowski qualifie Chirac de «plus grand commun diviseur de la majorité», Lecanuet annonce des élections anticipées.

En même temps Defferre, qualifiant d'«agression» contre Giscard la déci-

Après presque trois années de présidence de la République, Giscard a pris l'habitude d'enregistrer les échecs et les camoufflets infligés à sa politique. Mais sans doute, malgré les affaires De Broglie et Abou Daoud, n'avait-il pas prévu de voir annuler en l'espace de deux jours, tout le profit politique qu'il escomptait retirer dans les milieux de la bourgeoisie, de sa conférence de presse dite de «clarification». Parce que la

candidature de Chirac à la mairie de Paris n'a pas pour seul effet de torpiller nettement les efforts de d'Ornano pour conquérir le poste, et aux côtés duquel Giscard s'était personnellement engagé. La candidature Chirac torpille, beaucoup plus largement, tous les efforts de Giscard pour redresser la barre, pour s'affirmer comme le chef ferme de sa «majorité». Qui peut accorder aujourd'hui le moindre crédit à la version de Gis-

card, présentant les divergences de la «majorité» comme la seule conséquence, très secondaire, du «pluralisme qui s'organise», opposée à celle que tout le monde distingue d'une «majorité qui se déchire».

Une telle situation ne fait que renforcer la présomption bien répandue maintenant, que l'actuel gouvernement aura bien du mal à imposer sa loi jusqu'aux échéances de 78, et pose avec une acuité renouvelée le problème des élections anticipées.

Parce que la candidature Chirac démontre une nouvelle fois que la droite divisée s'oppose sévèrement sur deux projets différents pour perpétuer le pouvoir de la bourgeoisie. **Suite p.3**

### ● Paris : manifestation des travailleurs du livre

### ● Les neuf inculpés libérés hier soir

### JUGEMENT REPORTÉ À QUINZAINE

A nouveau, les journaux ne sont pas parus vendredi. Un mot d'ordre de grève avait été lancé dans la soirée de jeudi par le comité inter-syndical du Livre parisien.

personnes. Dans la soirée, on apprenait que les travailleurs emprisonnés étaient relâchés et le jugement reporté à quinzaine.

Lire notre article p. 5

C'est pour protester contre l'arrestation, puis la «garde à vue», de neuf travailleurs du livre que cette action avait été décidée. Mercredi matin, après avoir bloqué la sortie du «Parisien» pendant la moitié de la nuit, les ouvriers-grévistes faisaient la tournée des kiosques parisiens pour intercepter les exemplaires qui s'y trouvaient. Des flics placés en surveillance les attaquaient brutalement et en embarquaient neuf près de Marcadet dans le 18<sup>e</sup>.

Une manifestation convoquée vendredi à 16 h. de la Gare du Nord à l'Opéra regroupait près de 15 000

### A NOS LECTEURS

C'est en raison de la grève du livre, que le Quotidien du Peuple n'est pas paru hier.

- Rapport Ponomarev : l'Union soviétique continue ses pressions
- Paris : Combien de voix à l'autre bout du téléphone ?
- Crise de l'aéronautique en Béarn P. 4
- Takbiri toujours en prison p. 6
- Carnet de voyage d'un cheministe p. 8

### Parlement européen

### ÉLECTIONS À LA PROPOR- TIONNELLE

### Une grave menace contre l'indé- pendance

### ● EGYPTE Sadate a dû annuler les hausses

### Mais sa politique reste profondément remise en cause

Mercredi soir Sadate a dû annoncer que les hausses de prix, décidées lundi sous la pression du FMI, étaient reportées. Dans la nuit de mercredi à jeudi les chars ont pris position aux points stratégiques de la ville du Caire, 11 millions d'habitants.

Les deux jours se manifestent de la classe ouvrière contre les mesures de Sadate, ont été une remise en cause de la politique de Sadate : l'ouverture aux USA et la politique encline à la reconnaissance d'Israël sont à l'origine de l'aggravation de la situation de la classe ouvrière égyptienne, et remettent en cause l'indépendance même de l'Égypte.

Une fois encore la classe ouvrière égyptienne se porte à la tête du combat du peuple égyptien, aux premières lignes de la lutte des peuples arabes.

Voir p.7

### ● PROCÈS DE CASABLANCA (MAROC)

### Grève de la faim illimitée des accusés

Les 137 accusés du procès de Casablanca ont décidé une grève de la faim illimitée. Menacés de procès devant les tribunaux militaires, expulsés des salles d'audience, la parole coupée pendant leur défense, ils poursuivent le combat qui est le leur depuis le début de leur procès, depuis le début de leur emprisonnement, depuis toujours : mettre en échec le régime de Hassan II.

Voir p.8

# ENQUÊTE

Par Pierre PUJOL

## les profiteurs de la hausse des légumes

Des poireaux de 5 à 8 F, des carottes et des navets de 3 à 4,50 F, des endives autour de 10 F, des oignons à 3,80 F, des laitues à 3,15 F pièce, on n'avait jamais vu cela en cette saison. La hausse des légumes, permise par la structure même de la distribution capitaliste, a rempli les coffres forts de quelques uns. Elles s'est soldée par des privations quotidiennes pour les familles ouvrières qui se sont repliées, pour beaucoup, sur les féculents et les légumes secs. Un repli forcé que «France-Soir» a osé faire passer pour un choix délibéré et quasiment militant des familles pour «faire baisser les prix» ! Nous avons voulu voir, en analysant la formation du prix d'un légume (la carotte) qui a quadruplé en un an, qui étaient les profiteurs de la hausse.

Plusieurs arguments sont invoqués pour justifier la hausse des prix. Entre les diverses raisons avancées par les différentes professions ou par le gouvernement, on a un certain mal à faire la part de chaque chose. C'est pourquoi il est nécessaire de sérier chacun d'eux.

### «C'EST LE TEMPS QUI EST RESPONSABLE»

C'est ce qu'affirment de nombreux organes de presse, ainsi que la corporation des grossistes. Qu'en est-il en réalité ? Il est certain tout d'abord que la sécheresse puis les intempéries qui ont suivi au moment des récoltes et de l'acheminement des légumes ont fait chuter la production de carottes, navets, radis, etc. Dans l'ensemble la

production maraîchère a baissé de 20 à 50 % selon les légumes et les régions. Mais comment alors expliquer que certains prix ont été jusqu'à quintupler ?

• D'autre part, pourquoi tous les arrivages sont au même tarif, alors que la situation selon les régions est très largement diversifiée, certains maraîchers (qui ont arrosé) n'ayant subi quasiment aucune perte ?

• Enfin, les grossistes au lendemain des fêtes n'avaient à la bouche qu'une explication à fournir «c'est le gel qui empêche l'arrachage. Dans la Manche depuis 10 jours il est impossible d'arracher une seule carotte», nous déclaraient-ils tranquillement à Rungis. L'enquête que nous avons menée auprès de producteurs de carottes

de la Manche, montre ce qu'il en est : «Ce n'est pas vrai, cette année il y a eu autant d'arrachage que d'habitude, nous n'avons eu que trois jours de gel», nous ont-ils dit.

### «LA LOI DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE»

• C'est le deuxième type d'explication, fondé sur la sous-production de cette année. Il est incontestable que ce facteur a joué, les paysans mettant moins de carottes sur le marché, les expéditeurs leur ont proposé des prix pour être garantis d'être fournis tant pour redistribuer les légumes sur le marché français qu'à l'exportation. Les marges des expéditeurs et des grossistes étant soumises depuis le 1<sup>er</sup> janvier à une liberté totale, ceux-ci ont pu «payer» leurs fournisseurs et se payer «grassement».

• Il est révélateur de constater que la Manche, qui fournissait d'habitude 600 000 tonnes de carottes dans l'année, et n'en a produit cette année que 150 000 tonnes continue à «arroser» le marché ouest-allemand (en 76 : 22 000 tonnes sont parties en RFA). En effet les gros maraîchers et les expéditeurs tiennent à conserver leur clientèle ouest-allemande, un marché qu'ils ont réussi à ravir depuis 4 ans aux Hollandais et aux Italiens. Quand la produc-

tion nationale est excédentaire, cela ne se répercute pas sur le marché intérieur. Mais cette année ces clients ont été servis prioritairement. Cette situation, engendrée par la logique capitaliste en agriculture a concouru à l'évidence à la flambée des prix.

### «NOUS AVONS ÉTÉ SURPRIS PAR LA DEMANDE»

«Nous avons été surpris par le relèvement de la demande au lendemain des fêtes de fin d'année. Habituellement en période de fêtes il y a un creux dans l'achat de légumes, les consommateurs remettant à plus tard les pots au feu» expliquent les grossistes de Rungis «Nous avons été surpris cette année par le redémarrage brutal de la demande alors que nos commandes étaient faites sur la base des besoins de Noël» ! Or, il apparaît, renseignements pris à la source, qu'il n'y a pas eu de baisse notable des achats auprès des maraîchers. Il reste alors une question à résoudre, celle que se posent de nombreux paysans : «N'y a-t-il pas spéculation au niveau de Rungis ? Les grossistes n'ont-ils pas rempli leurs frigos et serré ensuite le robinet pour faire monter les prix et vendre ainsi au prix fort des légumes

achetés au tarif antérieur ?» Ce qui voudrait dire que la carotte achetée à 0,60 F le kg au paysan aurait pu être vendue à plus de 3 F au détaillant et 4 F au consommateur !

### UNE BONNE AFFAIRE POUR LES SPÉCULATEURS

Au total, la hausse des légumes apparaît comme une bonne affaire pour beaucoup. D'abord le capital commercial qui, s'étant assuré le contrôle de points stratégiques dans la distribution, a mis en place de véritables goulots d'étranglements, amplifiant au maximum les répercussions de l'offre et de la demande pour en tirer des surprofits. Ce type d'opérations est rendu possible par l'évolution même de la distribution capitaliste : à Lyon, il n'y a plus que 65 grossistes au lieu de 110 il y a quelques années. A Rungis, les grossistes ne sont plus que 350 pour approvisionner la région. Il est même question d'un regroupement qui réduirait leur nombre à 220 ! Jusqu'au 31 décembre, les grossistes, au terme des accords passés avec le gouvernement, ne devaient pas dépasser leur niveau du 15 septembre. Sitôt la libération des prix, le 1<sup>er</sup> janvier, ils semblent s'être largement rattrapés.

### L'IMPUISSEANCE DU PLAN BARRE

«Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas bloqué les marges des grossistes comme celles des détaillants ?» Telle est la question que beaucoup se posent. Bloquer les prix du marché de gros revient très immédiatement à bloquer les prix agricoles à la production. Après la sécheresse et compte tenu de mécontentement paysan, le pouvoir n'a pas voulu recourir à cette méthode. Il n'y a pas eu en conséquence de blocage des prix alimentaires, ce qui laissait prévoir dès le départ qu'ils constitueraient une brèche ou s'engouffrent l'inflation.

En ce qui concerne les légumes un facteur important a joué aussi : la toute puissance des centrales d'achats, derrière lesquelles se trouvent de grandes banques qui redistribuent la production sur plusieurs régions. Enfin, la structure même de la production maraîchère (ou moyens et gros paysans prédominant) encourageait ce type de compromis. La hausse des prix des légumes est révélatrice au total tant de l'impuissance du plan Barre à stopper l'inflation, que de ce qu'il entraîne au niveau de pouvoir d'achat des masses populaires.

### Ce qu'ils en pensent

#### Les ménagères sur un marché parisien

«Depuis la hausse, on est obligé de manger moins de légumes. Pour les enfants ce n'est pas une bonne chose».

«Les ministres nous disent de manger des légumes secs. Ce n'est pas une solution. Les pommes de terre n'ont plus baissé, et elles sont de mauvaise qualité. Si on accepte de se mettre aux lentilles, ils nous demanderont de nous priver sur autre chose».

«J'ai remarqué qu'il y avait déjà une augmentation sur les légumes secs. Le riz a encore augmenté ce mois-ci. Ils profitent de toutes les occasions !».

#### Des grossistes à Rungis

«Voulez vous que je vous dise, les ménagères sont des imbéciles ! Elles veulent acheter n'importe quel légume à n'importe quelle saison. Après elles se plaignent du prix !»...

«Avec la hausse de l'essence, ce que nous demandent les paysans et les impôts, on ne s'en sort plus !».

«Eh bien, s'ils ne sont pas contents, qu'ils mangent autre chose ! Ils faut qu'ils (les consommateurs) sachent ce qu'ils veulent !»...

#### Des paysans de la Manche

«La hausse ne profite pas d'abord à la production. C'est le système de gestion du marché qui est en cause».

«C'est un scandale. En plein pays de production, à Beaumartin, à quelques kilomètres, les poireaux sont vendus au détail 5,60 F le kg et les carottes 3,65 F !».

«Les grossistes, j'aimerais bien voir ce qu'il y a de stocké dans leurs frigos à Rungis !»

«Ici vers Laingreville on a fait 5% de la production habituelle, à Créances 15%, vers Surtainville 20 à 25%. Sur la Côte Ouest on a eu beau semer deux fois en juin et en juillet, on a rien eu. Alors la hausse ne va pas nous enrichir. Ceux qui ont pu arroser, eux, ils vont faire des affaires !»

### La hausse de la carotte

## UNE BONNE AFFAIRE POUR QUI ?

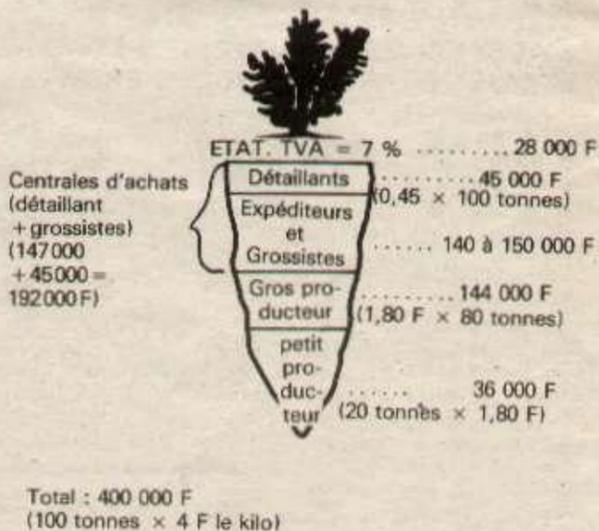
Le kilo de carottes était vendu environ 0,60 F, il y a un an à Rungis. Au moment de la «flambée» des prix, il dépassait 3 F le kilo, soit exactement 5 fois plus ! Pour les ménagères, il a atteint 4 F le kilo !

Nous avons coupé la carotte en «tranches» pour voir ce qui revient aux producteurs, aux intermédiaires, à l'Etat. Les bénéfices des grossistes et expéditeurs, étant régis par la loi de l'offre et de la demande, n'ont pu être calculés que par déduction, en connaissant le prix à la production, la marge (bloquée) du petit commerçant, la TVA. Les chiffres fournis ici ne le sont qu'à titre indicatif, compte-tenu des variations quotidiennes et des circuits.



### LA HAUSSE PROFITE-T-ELLE AUX PRODUCTEURS ?

La hausse profite très inégalement aux producteurs. Certes, la carotte qui leur était payée 0,30 F l'an dernier, leur est payée 1,80 F en 77, soit 1,50 F de plus ! Mais les producteurs ont été durement touchés par la sécheresse cette année et la production nationale a baissé d'au moins 50 % par rapport à l'année dernière. Avec la hausse actuelle, c'est le producteur qui fait le plus de tonnage qui profite le plus de la hausse, compensant ainsi largement les pertes dues à la sécheresse et faisant souvent une meilleure année encore ! Le petit producteur (qui associe par exemple un peu d'élevage et de cultures maraîchères), déjà touché par la sécheresse, arrachera une quantité souvent si réduite que malgré la hausse, il ne rentre pas dans ses sous. Pour saisir cette différence de situation, nous avons essayé de voir sur 100 tonnes de carottes produites, pour 80 tonnes par un gros producteur et pour 20 tonnes par un plus petit (vendues au détail 4 F le kilo) qui encaissait quoi ?



Comme on le voit, la hausse n'arrose pas tout le monde de la même façon. Elle profite absolument aux gros intermédiaires, qui n'ont qu'à multiplier le nombre de tonnes par leur super-bénéfice. Elle profite aux gros producteurs qui font un gros tonnage et particulièrement aux gros maraîchers qui ont pu arroser leurs cultures au moment de la sécheresse. Elle arrive à peine à compenser les pertes subies par la petite production.

### INÉGAUX FACE À LA SÉCHERESSE

Mais la sécheresse est loin d'avoir ruiné tout le monde. Un maraîcher qui vendait 60 tonnes à 30 centimes en 76 touchait 18 000 F. S'il produit 15 tonnes en 77 à 1,80 F, il touche 27 000 F soit 9 000 F de plus !

Celui par contre qui faisait 20 tonnes en 76 à 0,30 F, gagnait 6 000 F. En 77, s'il arrache 3 tonnes à 1,80 F, il ne gagne que 5 400 F !

## GUERRE OUVERTE DANS LA DROITE

Suite de la une

D'un côté, Giscard qui entend conserver intactes toutes les possibilités de gouverner demain avec le PS, parce qu'il sait que la majorité des chefs de file de ce parti y est prête, comme le rappelait, une fois de plus, implicitement, Mitterrand dans sa polémique avec le P«C»F, signalant que «le PS était la pierre angulaire de toute construction politique en France aujourd'hui», ce qui signifie en clair que «l'union de la gauche» n'est qu'une solution parmi d'autres ! De l'autre côté, Chirac qui entend, dramatisant les élections, s'appuyer sur l'électorat le plus réactionnaire, le plus conservateur pour battre la «gauche collectiviste» et empêcher les forces de l'ancienne UDR devenue RPR de perdre leur poids prépondérant dans la coalition gouvernementale future, paralysant ainsi Giscard.

D'un côté, une politique baptisée «libérale social-démocrate» qui voudra imposer l'austérité à la classe ouvrière, poursuivant le plan Barre, ou son frère jumeau, élaboré par les experts «socialistes», au nom du redressement de l'économie, recourant à la répression en sous-main et utilisant les forces du RPR comme repoussoir. D'un autre côté, une politique autoritaire appuyée sur les couches les plus réactionnaires et le RPR fascisant de Chirac, qui menacera ouvertement la classe ouvrière. Une divergence qui n'est pas que passagère, conjoncturelle comme le prétend Giscard.

Deux projets réactionnaires l'un comme l'autre, mais effectivement concurrents et divergents réellement au-

jourd'hui, tant dans les fractions politiques qu'ils mettent en œuvre, que dans les postes qu'ils se disputent. En divisant encore plus la droite, en discréditant ouvertement le chef de file de l'impérialisme français, le nouveau coup de force de Chirac ne fait qu'accroître la crise et rendre plus palpable encore les difficultés de la bourgeoisie de gouverner comme avant. Participant pleinement de cette crise, la fausse gauche parle d'exploiter à son profit les divisions de la droite. Comme si ses divisions internes n'étaient pas si profondes, comme si le caractère irrécyclable du projet réformiste du PS prêt à gouverner avec Giscard, avec celui de capitalisme d'Etat du P«C»F, n'était pas démontré maintes fois chaque jour.

Disputes, faillites, guerre ouverte dans les partis bourgeois, la décision de Chirac donne un coup d'accélérateur supplémentaire à la crise de cette société bourgeoise.

Plus que jamais, les faits le démontrent tous les jours, elle a fait son temps !

● **L'apparition au grand jour des contradictions de la majorité a déjà eu des effets sur la bourse : 1% de baisse pour la seule journée d'hier. L'apparente confiance due au plan Barre disparaît.**

● **A propos de l'arbitrage rendu par le premier ministre en faveur de d'Ornano, certains commentateurs font savoir que Barre aurait signé la lettre officielle de démission sur le coin d'une table, entre deux voyages !**

## Municipales

- **ACCORD DE LA GAUCHE A LYON**
- **MAIS LES DIVERGENCES PERSISTENT A VILLEURBANNE**

Marchais a tenu jeudi soir un meeting à Villeurbanne où les contradictions entre le PS et le PCF pour la composition d'une liste unique sont particulièrement vives, vu l'enjeu que Villeurbanne représente pour ces deux partis. PS et PCF ne sont toujours pas parvenus à un accord et il y a peu de chances qu'ils y parviennent, bien qu'ils aient fait tous deux des propositions assez semblables sur la répartition des sièges. Le PS proposait : 18 sièges au PS, 18 au PCF et 5 pour les radicaux de gauche et 5 répartis (2 pour le PSU et 3 à des personnalités). Mais là où l'entente est impossible, c'est sur la tête de liste, le PS maintient Henu, le PCF Desgrand.

Lyon est pour la gauche un enjeu de bien moindre importance que Villeurbanne, dans la mesure où les chances de la gauche de l'emporter aux municipales sont quasiment nulles. C'est pourquoi PCF et PS sont finalement

parvenus à se mettre d'accord. On se souvient que le PCF réclamait 4 têtes de liste sur 9 dans les 1<sup>er</sup>, 2<sup>es</sup>, 5<sup>es</sup>, 8<sup>es</sup> arrondissements et 27 sièges sur 61, le PS ne voulait lui accorder qu'une tête de liste dans le 8<sup>es</sup> et 22 sièges. Finalement, un accord s'est fait que le PCF a ratifié mardi à Lyon : le PCF obtient 3 têtes de liste : 1<sup>er</sup>, 2<sup>es</sup>, 8<sup>es</sup> arrondissements et 24 sièges, le PS et le mouvement des radicaux

de gauche ont les 6 autres têtes de liste et les 37 autres sièges.

Après les déclarations de Marchais, Henu menaçait et rappelait que seul le PCF avait pour l'instant signé l'accord conclu à Lyon, laissant entendre que s'il ne cédait pas sur Villeurbanne, cet accord pourrait être remis en cause.

Bureau de presse Lyon

## Nouvelle présentation de «l'Humanité»

Constatant que de «très nombreux militants du parti ne lisent pas l'«Humanité», Le P«C»F a décidé de changer la présentation et la formule de son organe central... L'événement est prévu pour lundi prochain. Le format restera le même pendant quelques temps pour des raisons techniques, c'est à dire le temps pour le P«C»F de régler le délicat problème de reclassement du personnel qu'un changement de format nécessiterait. Aux dernières nouvelles, les nouveautés de ce journal, dès lundi, consisteraient en une enquête-sondage de l'IFOP, et une interview «exclusive» de Marchais ! Quant au tirage des premiers numéros de la nouvelle formule, il est prévu à 800 000 exemplaires. Soit environ sept fois la vente actuelle. L'intérêt des masses pour les propositions révisionnistes pourrait-il se transformer ainsi en un week-end ?

## CHIRAC À L'ASSAUT DE LA MAIRIE DE PARIS

# LE FILM D'UNE JOURNÉE MOUVEMENTÉE

Journée mouvementée que celle de jeudi pour les politiciens. Dès le matin, les réactions se sont multipliées au coup de théâtre de Chirac. Réaction hostile, mais modérée de Barre, qui, visiblement débordé, cherche à tempérer les choses. Par contre, le ban et l'arrière ban des républicains indépendants n'y ont pas été de main morte, comme on peut le voir par ailleurs. Toutes les critiques à Chirac sont faites au nom de l'efficacité de la lutte contre les «socialo-communistes», mais toutes considèrent en réalité que Giscard a été

victime d'une «agression» Ponia, toujours à la recherche de formule-choc, parle de «plus Grand Commun diviseur». Lecanuet, qui l'eût cru, adopte une position centriste : pour garder son ministère, il condamne Chirac, mais il appelle encore une fois à la conciliation. Stirn, giscardien du RPR, déclare, la main sur le cœur, préférer les intérêts de l'Etat, c'est à dire là encore son portefeuille, à l'amitié pour Chirac. Il démissionne du RPR.

Du côté de la gauche, le PCF contre vents et marées, répète son «ana-

lyse» : la majorité n'est qu'apparemment divisée, il s'agit là d'un piège pour empêcher de voter programme commun ! Il est vrai que les révisionnistes ont tout intérêt à cacher les réalités après la déclaration de Defferre, qui, à la fois serein et ironique, attend qu'après les législatives, Giscard choisisse entre Mitterrand et Chirac. La guerre des communiqués et conférences de presse s'est poursuivie jeudi et vendredi.

Chirac annonce une conférence à 17 h, et aussitôt d'Ornano annonce la sienne à 16 h 30 ! Il ne ressort rien de nouveau

de ces deux conférences, sinon l'annonce du maintien de d'Ornano, et les paroles de Chirac selon lesquelles il faut de la détermination et du souffle pour diriger l'union. Et du souffle, Chirac n'en manque pas ! C'est même l'essentiel de son programme.

Et dans ce remuement des politiciens, un grand absent : Giscard, qui reste ainsi sur sa clarification d'il y a deux jours. Jeudi, il rendait visite aux demoiselles de la légion d'honneur, et leur demandait d'étudier l'essentiel... le plan Barre.

## Ils ont déclaré

### STIRN

«Agression à l'égard du premier ministre et du président de la République. En conséquence, je démissionne du RPR et des responsabilités que j'y avais.»

### BARRE

Il évoque les négociations qu'il menait.

«Monsieur Jacques Chirac a cependant estimé devoir prendre l'initiative qu'il a annoncée...»

«Je lui ai exprimé mon inquiétude que cette initiative ne conduise à de graves divisions dans la majorité...»

«Je souhaite que la majorité qui a soutenu avec loyauté la politique du gouvernement maintienne son unité...»

«Je mets en garde les

Français contre toute attitude qui pourrait à l'occasion des prochaines consultations, porter atteinte au redressement national.»

### DOMINATI (RI)

«Ma première réaction est de considérer que c'est un défi dangereux pour nos institutions et pour la majorité toute entière... C'est un défi qui est lancé au chef de l'Etat, je me demande si le RPR en a mesuré les conséquences.»

### DEFERRE (PS)

«Monsieur Giscard d'Estaing nous a dit qu'il comptait rester président de la République jusqu'à la fin de son mandat. En 1978, il aura le choix entre Monsieur Chirac et Monsieur Mitterrand.»

La candidature de M. Chirac à la mairie de Paris a été

une sorte de coup de tonnerre, après les déclarations apaisantes, conciliantes de M. Giscard d'Estaing (...) c'est une agression, violente !

### FIZBIN (PC)

«...Les faux frères ennemis de la majorité giscardienne sont profondément unis sur la politique à suivre à Paris et dans tout le pays.»

### CHIRAC

«Après la conférence de presse du président de la République, j'ai estimé nécessaire de rencontrer le premier ministre et de m'entretenir avec lui des affaires du pays. Si, sur le plan économique, j'ai confirmé à M. Barre mon entier soutien au plan de redressement mis en œuvre par le gouvernement, j'ai en revanche exprimé les plus extrêmes réserves sur

l'évolution de la situation de la majorité, notamment en ce qui concerne les élections municipales.

En fait, ces élections, qu'on le veuille ou non, ouvriront et engageront dans une large mesure la prochaine campagne législative. Il est donc essentiel qu'elle soit menée avec vigueur et avec détermination. A Paris, l'heure n'est plus aux négociations de couloir ni aux compromis de partis. Il convient maintenant d'affirmer clairement notre résolution et de faire en sorte que la capitale de la France ne courre pas le risque de tomber entre les mains des socialo-communistes.

En conséquence, fidèle à l'engagement que j'ai pris de toute mettre en œuvre pour combattre le collectivisme, j'ai décidé de me présenter à Paris à la tête de tous ceux qui se rassemblent pour mener le même combat. Une fois encore, le peuple de Paris saura donner l'exemple.»

## LES ESPOIRS MUSCLÉS DE CHIRAC

En décidant de poser sa candidature à la mairie de Paris, Chirac est une fois de plus passé à l'action... Du jeune ministre de l'Agriculture du cabinet Pompidou, au chef autoritaire d'un «ras-



semblement» de la fraction dure de la bourgeoisie, il y a l'évolution d'un homme ambitieux, qui essaye de tirer son épingle du jeu, dans la crise de la bourgeoisie.

Deux idées forces ont guidé son action et ont

justifié ses différents gestes spectaculaires (départ du gouvernement, création du RPR, candidature à Paris) : s'opposer à ce qu'il appelle le collectivisme, et affirmer sa fermeté par rapport au libéralisme de Giscard... On peut toujours chercher dans les paroles de Chirac l'amorce d'un projet politique précis pour faire face à la crise de la bourgeoisie, il n'y en a pas.

Il se réfère à De Gaulle, mais les barons gaullistes ne tiennent plus une grande place dans le RPR ; il organise un rassemblement fascisant en décembre, à la porte de Versailles, mais il essaye aussitôt de se démarquer de cette image en faisant parrainer un meeting à Strasbourg par le centriste Pfmilin ; il soutient le plan de Barre, mais il multiplie les

initiatives contre son gouvernement, il fait dire à Lafay que Paris n'a que faire d'un maire venu de Deauville, et lui qui vient de Corrèze se présente à Paris !

Il se félicite du pluralisme de la «majorité», mais il a déclaré auparavant, souhaiter que le RPR soit le seul parti majoritaire, etc...

Habile politicien, Chirac n'a en fait qu'un but : s'appuyer sur les forces de droite pour faire pression sur Giscard aujourd'hui, et demain, dans le cas d'un gouvernement de centre gauche, apparaître comme un homme d'Etat, alternatif de la bourgeoisie.

En le choisissant comme premier ministre en 74, Giscard évoquait le dynamisme de Chirac. Il n'a pas fini d'entendre parler du dynamisme et des coups d'éclat de ce politicien de droite.

DEMAIN LA SUITE DE NOTRE SÉRIE : LE PLAN BARRE ET LA CRISE

# POLITIQUE

Le document Ponomarev

## L'UNION SOVIÉTIQUE CONTINUE SES PRESSIONS

Les buts de la visite de Brejnev en France (avant l'été) et du voyage de préparation qu'effectuera Guiringaud à Moscou, sont éclairés par la publication d'un texte confidentiel communiqué au président de la République et au premier ministre par Ponomarev lors de sa récente visite en France. L'ingérence du social-impérialisme dans les affaires de la France y est patente... Que dit ce texte ?

Entre autre que «l'Union Soviétique voudrait voir la France participer plus activement aux efforts internationaux visant à trouver les moyens de limiter la course aux armements et à interdire l'arme nucléaire». Un comble quand on sait le potentiel militaire que développe sans cesse l'Union Soviétique... Le texte précise par la suite qu'éliminer les dangers d'une guerre nucléaire, «telle est bien aujourd'hui notre tâche la plus urgente et la plus essentielle». S'appuyant sur les accords d'Helsinki et sur le développement de la coopération économique franco-sovié-

que, le gouvernement soviétique multiplie les pressions, les insinuations, les ingérences, pour que les pays européens, particulièrement la France, dotée en propre de l'arme nucléaire, se désarme. En acceptant de telles «propositions», en acceptant de ne pas se servir de l'arme nucléaire, la France deviendrait totalement à la merci de l'énorme puissance militaire russe.

Le culot de Ponomarev de venir en France faire de telles propositions n'est pas un acte incontrôlé. Il est dans la droite ligne de la politique de «détente» pratiquée par le social-impérialisme. Et ce qui est grave du côté du gouvernement français, c'est que si on fait grand cas de l'inauguration d'une presse hydraulique soviétique à Issoire, on est plus que discret sur ces ingérences inadmissibles. Il ne s'agit pas de bavures dans le cadre d'une coopération positive, il s'agit d'une politique délibérée de l'Union Soviétique en direction du faible impérialisme français.

Parlement européen

## UNE GRAVE MENACE CONTRE L'INDÉPENDANCE

Le ministre des affaires étrangères De Guiringaud a annoncé mercredi que l'élection des 81 représentants français à l'Assemblée européenne se ferait à la proportionnelle sur des listes nationales. Ces élections auront lieu en mai ou juin 78 à peu près au même moment que les élections législatives.

L'avantage pour le pouvoir de cette formule, est de deux ordres. D'abord, elle ne crée pas de nouvelles circonscriptions électorales spécifiques, qui risqueraient de donner aux régions une représentation au Parlement Européen. Mais surtout, elle permet de gagner le soutien du PS qui avait annoncé qu'il voterait la loi sur l'élec-

tion du Parlement Européen au suffrage universel, à condition que les élections des représentants se fassent à la proportionnelle. Il y a donc toutes les raisons de penser que, lors de la session de printemps, quand ce projet viendra devant le Parlement, il sera voté par les députés socialistes qui joindront

leurs voix aux R.I et aux députés centristes et radicaux.

Le RPR, pour sa part, votera probablement ce projet dans sa majorité ; Chirac a dit à plusieurs reprises qu'il n'y était pas hostile. Seule la fraction de ce parti, regroupée autour de Debré, refusera de voter ce projet de loi.

est un moyen de pression pour contraindre la France à réintégrer l'OTAN, seul pays de l'Europe des Neuf non membre du pacte Atlantique. Debré faisait également remarquer que dans le contexte actuel, ce projet soumet la France aux pressions de la «puissance allemande».

En conséquence Debré a annoncé qu'il mènerait campagne contre ce projet de loi et qu'il voterait contre à l'Assemblée Nationale.

Un participant l'a alors interpellé sur son appartenance au RPR qui votera le projet. Debré n'a pu qu'esquiver la question en répondant «Ce n'est pas la première fois que je suis en contradiction avec mes amis, j'essaiera de les convaincre».

Le Parlement européen

pas clairement délimitées si ce n'est par quelques lignes du traité de Rome dont aucune instance n'est chargée de contrôler l'application. Certes, les principales questions touchant à la souveraineté nationale sont hors de la compétence de l'Assemblée européenne, mais ceci devient assez théorique à partir du moment où cette assemblée a une légitimation électorale. Rien ne pourra l'empêcher de délibérer par exemple de questions de défense nationale, de voter des motions dans ce domaine et elle pourra exercer des pressions sur les différents pays, en mettant des conditions politiques à l'attribution de crédits communautaires.

Les élections au parlement européen présentent le danger de campagnes répétées en faveur d'une plus grande intégration européenne, et d'alliances de partis au dessus des frontières, sur des bases supranationales.

L'existence d'une assemblée européenne élue au suffrage universel est d'autant plus dangereuse que ses compétences ne sont

Le Parlement européen

Le Parlement européen

# LUTTES OUVRIÈRES

## LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE DE L'AÉRONAUTIQUE EN BEARN

- Fermeture des entreprises sous-traitantes
- Restructurations et reconversions
- Chômage et licenciements massifs

Le 18 janvier, une importante manifestation grosse des 400 métallos de Messier à Arudy, venait rappeler devant la préfecture de Pau la situation dramatique que connaissent les ouvriers des entreprises sous-traitantes de l'aéronautique.

### Des enseignants sanctionnés pour avoir soutenu les travailleurs du Parisien

- Le 5 décembre, la police sur ordre du gouvernement fait évacuer les locaux du «Parisien Libéré».

- Le 6 décembre, des enseignants rennais ont fait grève ou débrayé pour exprimer leur solidarité aux ouvriers du «Parisien Libéré».

- Le 10 janvier, ils ont reçu une lettre où «le Recteur d'Académie s'étonne que des enseignants aient cru devoir priver les élèves de cours pour un motif totalement étranger aux problèmes de l'Éducation» et par une grève faite «non conformément à la loi, car non-précédée d'un préavis», constituent «une faute professionnelle».

Nous n'admettons pas que l'administration se permette d'interpréter l'étendue du droit syndical et du droit de grève.

Le SGEN-CFDT fait partie intégrante de la CFDT. Pour nous l'école c'est l'affaire de tous les travailleurs ; de même le droit au travail, le droit syndical, la liberté de la presse sont l'affaire de tous, fonctionnaires ou non, ouvriers ou enseignants.

Le préavis lui-même constitue une atteinte au droit de grève, puisque cela revient à empêcher tout droit de riposte immédiate à des agressions dirigées contre les travailleurs. D'ailleurs nous n'en avons jamais tenu compte, y compris pour des motifs «extérieurs» à l'Éducation Nationale (Espagne, Chili, Joint Français). Il faut croire que cette action de solidarité était particulièrement insupportable au pouvoir.

Le SGEN-CFDT a pris contact avec les syndicats CGT et SNES pour envisager une riposte collective.

Non à l'arbitraire !  
Défendons le droit de grève !

SGEN-CFDT (Rennes)

Pour les ouvriers de Messier, qui à l'appel de la CGT Messier-Fonderie, ont débrayé dès 14 h, l'après midi, cette manifestation est un pas important dans la mobilisation pour empêcher les 110 licenciements prévus et tout d'abord contre la «fournée» des 38 annoncés récemment et qui devraient

Ossau), ainsi que des chants béarnais affirmant avec force la volonté des ouvriers de vivre et travailler au pays.

Alors qu'à Messier-Fonderie la restructuration doit entraîner la liquidation de la fonderie sous sa forme actuelle, à Messier-Hispano

- Chez Dassault (Anglet), la baisse du plan de charge entraîne une perte de 150 000 heures productives mensuelles.

- A Turboméca, baisse aussi du plan de charge à compter de cette année et déjà on parle de 150 licenciements.

- A la Micro-Mécanique Py-

Les directions de toutes ces entreprises rapatrient la sous-traitance et veulent encourager «la diversification» de la production. Ainsi à Messier-Fonderie, la direction a prévu un «plan de redressement» basé sur la recherche de débouchés à l'étranger. D'après elle, cela justifierait une formation adéquate des ouvriers «aux techniques nouvelles» pour placer la boîte en compétition dans les secteurs aéronautique, électronique, nucléaire-spatial, motoriste. Restructuration, déqualification avec salaire en conséquence (200 ouvriers ne touchent que 1 600 F. par mois), licenciements et chômage : voilà la réalité de ce «plan» qui vise à faire payer la crise aux travailleurs. Le patron est en plus accusé de dilapider les fonds publics, c'est ce que le plan Barre se propose de généraliser avec la «relance sectorielle»...

Face à cette situation qui tend à faire de nos vallées des déserts humains (1 500 chômeurs à Oloron dont 50 % de moins de 25 ans), les ouvriers envisagent des actions communes, l'idée de coordination des luttes est présente chez Messier et si le patron maintient ses positions il aura sans doute à faire face à l'occupation de son usine ! Pour la population d'Arudy c'est une question de vie ou de mort !

Corr. Pau



être effectifs en avril. La direction avait déjà licencié en octobre 14 ouvriers âgés de 57 ans et plus et elle s'était engagée à maintenir le reste de l'effectif jusqu'à la fin de l'année 76.

Pendant cette manifestation, les mots d'ordre les plus repris étaient «cho, cho, chômage ras le bol !» et «du boulot en

lizeste et Oloron) la baisse du plan de charge atteint 20 %. D'autres entreprises sous-traitantes de l'aéronautique licencient du fait de la réduction des plans de charges (commandes) :

- Chez Laprade (Arudy) la baisse du plan de charge fait peser des menaces de licenciements.

rénoise (Laurens à Oloron), le retrait de 15 000 heures de sous-traitance par la SNIAS et Turboméca entraîne 96 licenciements effectifs en février. En un an 128 220 heures productives en moins ! L'horaire de travail hebdomadaire est passé à 32 heures et 40 ouvriers ont été relégués aux tâches d'entretien.

# LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

Manifestation des travailleurs du livre à Paris

## FORTE MOBILISATION MAIS... PEU DE PERSPECTIVES

Il est à peine 15 h 30 lorsque la première banderole se déploie devant la gare du Nord. La foule des manifestants est déjà dense. L'ambiance est à la lutte. Par groupes, les travailleurs de Livre discutent, commentent avec animation « la manif de St Ouen ». Le ton monte, la colère éclate lorsqu'on parle de la sauvage agression des flics dans le 18<sup>e</sup> au cours de laquelle, neuf travailleurs ont été embarqués après avoir été copieusement tabassés. L'un d'eux, est d'ailleurs hospitalisé.

Vers 16 h 15, le cortège démarre. Les mots d'ordre fusent, vigoureusement lancés et massivement repris. Les manifestants sont alors près de 15 000. Dans ce cortège pourtant à forte dominante CGT, on n'entend guère le fameux « Union, action programme commun ». Quelques personnes sous la banderole de « l'Humanité » essaient bien de le lancer une fois sur deux, mais « ça prend pas ». Non, c'est contre la répression, et pour l'affirmation de leur solidarité avec ceux du « Parisien » que les travailleurs sont venus manifester. « *Libérez nos camarades* », ce mot d'ordre scandé à pleins poumons, c'était le thème de cette manifestation combative.

Initialement prévue de la gare du Nord à l'Opéra, la manifestation n'ira pas jusqu'à son terme. Boulevard des Capucines, les sinistres uniformes noirs de Ponia-towski barrent la voie en

tenue de combat, la matraque agressive et le bouclier levé. Très vite, les organisateurs font stopper la tête du cortège et annoncent la dispersion par les rues latérales.

Il y a une grande combativité chez ces travailleurs qui, depuis des mois, mènent une lutte courageuse et sont l'objet de multiples

provocations et agressions. Cette colère accumulée éclate. Les banderoles ne se replient que très lentement. Un quart d'heure après l'ordre de dispersion, la plus grosse partie des manifestants est toujours là et recommence à avancer, alors

que plusieurs centaines ont déjà franchi les trois cents mètres qui les séparent du barrage et crient leur haine au nez des flics. Il faudra toute la persuasion des organisateurs et une énergique intervention du service d'ordre de la CGT pour qu'enfin les rangs se disloquent.

Dans les groupes qui refluent vers l'arrière, « on dis-

cutent du Syndicat du Livre ont beau dépenser leur salaire sans compter pour expliquer que « la grève est une arme qu'il faut manier avec précaution dans la presse », que « de toute façon, la lutte continue et qu'on fera le point dès le début de la semaine prochaine », ils n'arrivent guère à convaincre les nombreux travailleurs qui s'interrogent sur l'efficacité

condamnations continuent de pleuvoir sur les travailleurs. « Ça ne peut pas durer et il faut qu'on arrête toute cette répression, que l'on marque enfin des points dans la lutte pour l'emploi » clamait un manifestant avec animation.

Certes, c'est une lutte difficile, souvent longue, qui exige une ténacité et une capacité de mobilisation importante, que la lutte pour l'emploi. Les travailleurs du « Parisien » ont fait preuve d'un grand courage mais, les orientations qu'on leur

dicte, les reculs successifs qu'on leur présente comme des succès, tout cela n'est guère fait pour renforcer les chances de succès. Il faudrait tout de même que des mobilisations comme celle d'hier ne restent pas sans lendemain et que les moyens nécessaires soient enfin mis en œuvre pour imposer l'emploi pour tous. C'est bien cette exigence qui transparaissait dans les groupes qui, longtemps après la dispersion de la manifestation, continuaient de discuter sur les trottoirs.

Gérard PRIVAT



Ils manifestaient hier dans les rues de Paris comme ici, quelques jours avant l'expulsion le 5 décembre...

provocations et agressions. Cette colère accumulée éclate. Les banderoles ne se replient que très lentement. Un quart d'heure après l'ordre de dispersion, la plus grosse partie des manifestants est toujours là et recommence à avancer, alors

cute ferme»: « Alors ? Qu'est-ce qu'on fait ? Et les copains, on ne sait pas ce qu'ils sont devenus. On devait avoir le résultat du procès à la fin de la manifestation. Il faut continuer la grève jusqu'à la fin des poursuites... Les perma-

de l'action telle qu'elle est dirigée dans le Livre.

C'est que la liste des entreprises occupées évacuées par les flics s'allonge qu'en ce qui concerne le « Parisien », c'est « toujours au point mort », et que les

## Conseil des ministres PRUDENCE AVEC LE PLAN BENTEGEAC

Le conseil des ministres n'a pas suivi toutes les propositions du plan Bentegeac pour la rénovation du vignoble du Languedoc-Roussillon, il a craint des réactions violentes des viticulteurs si le plan provoquait une élimination trop rapide des producteurs.

La reconversion avait été proposée pour 100 000 ha par Bentegeac. 35 000 ha seulement vont être touchés pendant la durée du 7<sup>e</sup> plan, par tranche de 2 000 ha chaque année. Une aide de 8 000 F par ha accordée par l'Office des vins de table va permettre l'emploi de cépages nobles sur les terroirs qui ne seront pas reconvertis à d'autres cultures (soja - maïs). Il est prévisible que seuls 8% de gros producteurs qui produisent 50% du vin commercialisé vont bénéficier des aides.

Pour les petits producteurs, c'est un endettement toujours plus lourd, qui équivaut par hectare à tous les frais de mise en culture

pour une année. Pour produire, les viticulteurs doivent tout emprunter ; malgré ces efforts, leur revenu a baissé de 21,2 % suivant les chiffres officiels du 7<sup>e</sup> plan, en 74-75. Le plan Bentegeac propose le renforcement des structures de commercialisation en accordant des incitations financières aux groupements de producteurs.

Ceci entraînera une concentration des caves coopératives et l'aggravation de la perte de contrôle sur elles par les viticulteurs à l'exemple de ce qui est déjà vécu par les petits producteurs de lait.

La prudence du gouvernement, il ne faut pas s'y tromper, est celle de celui qui prépare son mauvais coup en douce, les mesures prises ne changent en rien le processus d'élimination des petits viticulteurs simplement à l'approche des élections, il tente d'endormir les victimes de la spéculation capitaliste sur le Languedoc-Roussillon.

B. PELO

## VASTE OFFENSIVE CONTRE LES TRAVAILLEURS DU COMMERCE

900 LICENCIEMENTS ANNONCÉS AU PRINTEMPS HAUSSMANN

Depuis déjà plusieurs mois, ça couvait. Alors que jusqu'en janvier, la tactique des patrons était, pour l'essentiel, de licencier en douceur, aujourd'hui c'est une attaque d'envergure contre l'emploi dans le commerce. Après l'annonce des fermetures d'entreprise dans les Prisunic de Créteil, avec la fermeture du niveau supérieur du magasin ; Prisunic Rosny II qui, officiellement, annonce la fermeture du magasin, racheté par une autre société anglaise ; les Nouvelles Galeries de Niort où des licenciements sont annoncés ; les deux Monoprix de Roubaix qui sont rachetés par Darty avec compression d'effectifs ; diverses menaces se font à nouveau jour : aux Nouvelles Galeries, de Nantes, avec des menaces de licenciements dus au rachat du magasin, ainsi qu'à la Belle Jardinière où une fermeture officielle sera compensée par le rachat du Magasin ; au CCC, Bd Haussmann, où la menace

de fermeture plane toujours, à la Belle Jardinière au Pont-Neuf, 62 licenciements sont toujours en cours.

Jusqu'en janvier, c'était aux magasins populaires que les patrons s'attaquaient. Depuis le 19 janvier, c'est au tour des grands magasins. Printemps Haussmann : au Comité d'Entreprise du 19 janvier, la direction générale du Printemps annonce aux organisations syndicales présentes son intention de licencier pour 77, 2200 salariés en trois fois :

— La première fois, 900 licenciements immédiatement.

— La deuxième, ça serait le licenciement de 1000 employés ayant plus de 57 ans.

— La troisième, le départ de 300 salariés, avec leur accord ?

Tous ces licenciements sont sur Paris avec la société d'achat, la SAPAC (service des achats) et l'entrepôt de l'île St-Denis.

Aux Galeries Lafayette à Paris, la direction a pris la décision de supprimer une partie importante des intérimaires dans les entrepôts, en réduisant ainsi les effectifs : entre 80 et 100 intérimaires ont déjà été mis dehors au 15 janvier à Belhomme dans le 18<sup>e</sup>, à l'île St-Denis et à Blanche dans le 9<sup>e</sup>. Diverses pressions sont faites sur le personnel des services achat pour les obliger à démissionner. Il y a déjà eu plus de 40 démissions en trois mois.

Il se pose maintenant le même problème à l'ensemble des travailleurs du commerce : comment riposter ? tion des entreprises touchées par les licenciements et la restructuration se font jour. Un conseil extraordinaire du Syndicat de Commerce de Paris CFTD va se tenir en fin de semaine pour entamer une analyse complète de la situation de l'emploi, dans cette branche professionnelle, et en tirer les leçons nécessaires. Quels

sont les moyens de riposter à l'échelle des grands magasins parisiens ? Comment coordonner les boîtes touchées, comment mobiliser l'ensemble des travailleurs du Commerce pour engager une lutte sur tous les magasins ? Toutes ces questions se posent aujourd'hui aux travailleurs du Commerce et ce ne sont pas les propositions des centrales syndicales qui y répondent. Alors que la riposte d'envergure s'impose, faut-il continuer les « journées de harcèlement » comme le propose E. Maire ? Doit-on faire comme le fait la direction CGT du Commerce au CCC : engager une procédure juridique — très lente — ou dès maintenant, faut-il engager la riposte et le lien aux entreprises en lutte des autres branches.

Aujourd'hui, plus que jamais, engageons la lutte pour la garantie de l'emploi !

Cor. Commerce Paris

## BENNES MARREL (VITROLLES)

Mercredi matin, à six heures, les forces de police ont commencé de s'installer face à l'usine des Bennes Marrel à Vitrolles. Moins de huit jours après expiration du délai d'évacuation fixé par le tribunal d'Aix en Provence, la bourgeoisie vole ainsi au secours du patron qui depuis le début de la grève et l'occupation de grève qui s'y sont installés. Malgré l'isolement relatif de la lutte des travailleurs des Bennes Marrel aujourd'hui et l'opposition nettement marquée de la direction de l'UD-CGT à organiser un soutien actif des travailleurs des Bouches du Rhône, ils entendent poursuivre la mobilisation

Corr. Marseille

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

Malgré une ordonnance de mise en liberté

## TAKBIRI TOUJOURS EN PRISON !

Lors d'une conférence de presse organisée hier par le comité Oskoui-Takbiri, et la CISNU (étudiants iraniens), maître Michèle Beauvillard a fait le point : à la suite de l'ordonnance du juge Floch mettant Takbiri en liberté, le Procureur a immédiatement fait appel de la décision. Pourtant, comme pour Nader Oskoui, libéré le 18 décembre 1976, le juge Floch a dû reconnaître dans les attendus de son ordonnance que le dossier est vide : tous les témoins de l'attentat contre Keykavoussi, agent de la Savak en France, on affirmé ne pas reconnaître en Takbiri, l'homme qui a tiré sur le « diplomate » iranien. Keyka-

voussi est bien le seul à maintenir son accusation. Le mensonge est si gros que le juge Floch a dû reconnaître le côté « subjectif » des affirmations de Keykavoussi.

La décision du Procureur n'en est que plus scandaleuse. A ce jour les avocats ignoraient encore les motifs qu'il avait avancés pour faire appel. Takbiri va donc rester encore au moins une semaine en prison, puisque la Chambre de mise en accusation ne doit statuer que le mercredi 26 janvier. Les étudiants iraniens ont décidé d'une campagne de mobilisation si Takbiri n'était pas libéré ce jour-là.

Takbiri doit être libéré !

## SÉCURITÉ SOCIALE

### LE CNPF RÊVE D'UN VASTE RACKETT

Après Chotard en solo, c'est tout le CNPF qui a repris le couplet patronal à l'assemblée générale annuelle du CNPF. Les déclarations patronales si elles ne constituent pas une surprise, permettent de mesurer avec plus de précision ce que sont les projets de la bourgeoisie.

#### «REVENIR À LA NOTION D'ASSURANCE SOCIALE»

«Le système français de sécurité sociale est à l'exemple de la grenouille de La Fontaine qui enfait pour devenir aussi grande que le bœuf. Le résultat est une immense machine anonyme, irresponsable et sacrée» déclarait Yvon Chotard. Le CNPF propose que les accidents de trajet ne soient plus supportés par les employeurs mais «par une assurance individuelle ou collective» différente. On connaît la vieille lutte que mènent les patrons pour remettre en cause la notion même d'accident du trajet : obligation d'avoir des témoins, des preuves. Dès le moindre écart sur le chemin qui mène de la maison au travail, refus de reconnaître l'accident... Désormais les patrons proposent carrément que les travailleurs se débrouillent eux-mêmes et payent sur leur salaire s'ils veulent une protection !

#### PRESTATIONS FAMILIALES :

Le CNPF propose de transférer cette charge au budget de l'État. Ce qui revient par le biais de l'impôt à faire payer aux ouvriers ce que doivent les patrons !

Même chose pour le minimum vieillesse, les patrons se retournent vers l'État.

#### ASSURANCE MALADIE :

«Le maintien du ticket modérateur est une véritable dissuasion de l'irresponsabilité actuelle... «Il faut adopter un budget limitatif par

hôpital et par service, mettre en place une direction unique dans chaque hôpital en y associant les chefs de service». Cette déclaration est une véritable provocation. Elle indique que le CNPF a choisi clairement de pénaliser de plus en plus ceux qui ont les revenus les plus faibles, en les accusant d'être des gaspilleurs, des irresponsables. La solution du CNPF c'est de réduire encore sur les effectifs et les soins dans les hôpitaux, politique dangereuse et criminelle !

L'ensemble des mesures proposées revient à remettre en cause la notion même de sécurité sociale, la transformant en une somme d'assurances protégeant mieux celui qui peut payer plus, c'est-à-dire les cadres, les ingénieurs, etc...

Le CNPF, cherche par tous les moyens à «alléger les charges des entreprises» pour assainir l'économie. En cela il reçoit l'appui total du gouvernement. Pour atteindre cet objectif, les patrons veulent récupérer le salaire indirect (produit par le travail des ouvriers) qu'ils étaient tenus de verser pour pouvoir procéder à d'autres investissements. C'est en quelque sorte, un gigantesque détournement de fonds que prépare le CNPF ! Il veut réduire les travailleurs à prendre sur leur paye (c'est-à-dire sur leur salaire direct) pour se soigner ou alors de rester sans soins !

Contre ce chantage odieux, refusons toute remise en cause de nos acquis et exigeons la médecine gratuite pour les travailleurs !

## «TÉLÉPHONE SANS DÉLAI DANS 6 MOIS POUR 1 PARISIEN SUR 2» ANNONCE SÉGARD

### COMBIEN DE VOIX À L'AUTRE BOUT DU TÉLÉPHONE ?

Au dernier Conseil des Ministres, Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux P et T a annoncé un train de mesures visant à développer le réseau téléphonique français. D'ici la fin de l'année 77, l'accroissement du réseau doit être porté à 1,9 millions de lignes par an. Les délais de raccordement seraient appelés à baisser régulièrement : de 10 mois en moyenne aujourd'hui, ils ne devraient pas excéder quinze jours d'ici la fin 1980. L'automatisation du téléphone (qui concerne aujourd'hui 97,3 % du réseau) passera à 99 % des la fin de 77 et à 100 % fin 79, avec l'équipement de la Franche Comté et de la Bourgogne. Enfin, Segard a promis que dans six mois, en Région Parisienne, les demandes pourraient être satisfaites immédiatement pour un Parisien sur deux !

L'insuffisance du réseau téléphonique français est bien connue. Délais d'attente trop longs, lignes embouteillées, impossibilité d'obtenir une ligne sans de considérables avances sur abonnements, etc... Au total, la France se situe au 14<sup>e</sup> rang mondial pour le téléphone, derrière l'Espagne, avec sept millions de lignes. Ces difficultés d'utilisation, ont depuis longtemps soulevé les protestations des industriels, pour qui les relations rapides entre entreprises ont parfois un rôle décisif. D'autant que les usines françaises sont particulièrement pauvres en télex. Dans la région parisienne, un certain nombre de lignes sont «détournées» en télex improvisés. Le téléphone est décroché en permanence entre deux filiales et une série de données passent, codées par rapport aux impulsions du réseau. Ce qui confisque de fait un grand nombre de lignes. L'Etat est prêt à donner un «ballon d'oxygène» au réseau commercial pour assainir le fonctionnement au niveau national et préparer l'industrie française de matériel téléphonique à conquérir des marchés dans le Tiers-Monde.

#### DE BONNES AFFAIRES EN PERSPECTIVE... MAIS PAS POUR LES POSTIERS

Il suffit de rappeler que 90 milliards ont été attribués pour les systèmes de commutation électronique devant équiper les centraux téléphoniques, pour imaginer l'ampleur des affaires qui sont en cours. Trois trusts : CGE (France), ITT (USA) et Ericsson (Suède) se partagent les marchés du

téléphone et les installateurs privés doublent de plus en plus les services des PTT...

#### DES VOIX AU BOUT DU FIL ?

L'ensemble des mesures annoncées était connu depuis le printemps 76, dans le cadre des mesures du VII<sup>e</sup> Plan. Il n'y a pas un mot de plus dans les déclarations fracassantes de Segard ! Alors pourquoi tant de tintamarre ? La proximité des municipales y serait-elle pour quelque chose ? L'opération a une forte odeur de cuisine électorale. Promettre à un Parisien sur deux le téléphone dans six mois, n'a-t-il rien à voir avec la bataille pour la mairie de Paris ? Un Parisien sur deux, nous dit-on. Oui, mais comment le choisira-t-on ? Grâce à l'oreille des députés giscardiens ou aux permanences électorales de la majorité transformées en «bureaux des vœux» ? Dans tous les cas, il n'y a pas de petits profits... électoraux.

P. P.



### PATRICK HENRY CONDAMNÉ À PERPÉTUITÉ

Les jurés de la cour d'assises de l'Aube ont rendu mercredi soir leur verdict dans le procès de Patrick Henry, le condamnant à la réclusion à perpétuité. Rappelons que Patrick Henry, véritable déchet de la société capitaliste, était l'auteur de l'assassinat d'un enfant de huit ans qu'il avait enlevé pour rançonner sa famille.

Rappelons par ailleurs que l'année dernière Christian Ranucci meurtrier présumé d'une petite fille, avait été condamné à mort et exécuté, alors que le déroulement du procès avait démontré des failles importantes dans les thèses de l'accusation. Les jurés de la cour de l'Aube ont, pour leur part, trouvé des circonstances atténuantes au crime de Patrick Henry.

**DIMANCHE 23 JANVIER 1977 à partir de 16 h à la MUTUALITÉ**

### Meeting de la GUPS

Union Générale des Etudiants de Palestine et participation de l'OLP

Ce meeting aura lieu à l'occasion du 12<sup>e</sup> anniversaire de la Résistance Palestinienne, pour protester contre l'assassinat des militants palestiniens et l'arrestation d'Abou Daoud à Paris.

### Enquête de Barre pour déceler les causes de la hausse des légumes Quand les voleurs jouent aux gendarmes

Le ridicule ne tue plus, pas plus que la démagogie la plus grossière. Jugez-en. Le gouvernement vient de charger des inspecteurs de la direction de la concurrence et des prix, «d'analyser les causes de la flambée des prix des légumes qui a lieu au début de ce mois». Après nous avoir répété que le gel, la sécheresse, les paysans, voire les ménagères étaient responsables, les experts font mine de découvrir qu'il aurait pu y avoir des «stockages spéculatifs», tant au niveau des marchés d'intérêt national (tel Rungis) que des coopératives et de groupements de producteurs !

La révolte des ménagères devant de telles hausses n'est sûrement pas pour rien

dans la comédie qu'on cherche à nous jouer. Il faut rappeler deux choses. Premièrement, c'est Barre lui-même qui a libéré les marges des grossistes au 1<sup>er</sup> janvier. Deuxièmement, le gouvernement était parfaitement au courant que les spéculateurs allaient s'engouffrer par cette porte ouverte et il a fait traîner les choses en longueur, faisant semblant de ne rien y comprendre et mettant les familles populaires aux légumes secs !

Pourquoi s'étonner de tels procédés ? La politique de Barre, c'est celle du mensonge, du mépris et des privations pour les travailleurs, des bonnes affaires pour les profiteurs capitalistes !

## EGYPTE

LA POLITIQUE DE SADATE  
REMISE EN CAUSE

2 jours  
de manifesta-  
tions dans  
les grandes  
villes  
égyptiennes

Mardi matin, les ouvriers d'Helouan commencent de manifester contre les hausses des prix du riz, du sucre et du gaz. Les étudiants de l'université du Caire se joignent à eux et une manifestation de 5000 personnes se rendait à l'assemblée du peuple, tandis que des manifestations étaient organisées dans plusieurs quartiers. Alors qu'une délégation était reçue pour remettre une pétition, la police anti-émeutes chargeait brutalement les manifestants. Pendant ce temps à Alexandrie 20 000 manifestants affrontaient la police, des bus étaient incendiés, une partie des manifestants envahissaient la résidence du vice-président et la détruisaient en partie.

Mardi soir, le mouvement décidait la fermeture de l'université. La police recevait l'ordre d'ouvrir le feu sur tous les manifestants immédiatement.

Mercredi matin, les manifestations s'étendaient. Le Caire, Alexandrie, Suez, Assouan étaient en pleine ébullition. Les manifestants criaient «Nasser, Nasser», dénonçaient la politique de Sadate : son effigie fut brûlée à plusieurs reprises. Au Caire, l'hôtel Sheppard, le journal Al Akhbar, les boîtes de nuit de la route des pyramides, plusieurs commissariats de police, l'université américaine étaient la cible des manifestants qui les saccageaient.

Dans la matinée, le gouvernement décrétait le couvre-feu pour la première fois depuis 1952, avant la chute du roi Farouk. L'armée prenait position à tous les points stratégiques de la ville, les armes légères seront renforcées dans la nuit par des chars. Mercredi après-midi, Sadate devait reporter les hausses des prix décidées lundi. Le prolétariat égyptien avait remporté une première victoire. Officiellement, selon Al Ahrâm la police et l'armée ont assassiné 43 manifestants et blessé 603.

Sadate a dû céder : il a dû renoncer mercredi aux hausses de prix annoncées lundi, face aux plus importantes manifestations de masses depuis la chute du roi Farouk en 1952.

Les hausses de prix frappaient directement les masses populaires. Elles étaient décidées en application des exigences du Fonds Monétaire International ; «Supprimez ou réduisez les subventions» versées par le gouvernement pour empêcher la hausse des prix des denrées de première nécessité. Ce que Sadate avait fait lundi, ce à quoi il a dû renoncer mercredi.

LES EXIGENCES DU FMI  
ET L'OUVERTURE  
AUX USA

Que le FMI puisse ainsi adresser à l'Egypte des ultimatums conduisant à la hausse des prix, à l'aggravation des conditions des masses est le résultat de la politique d'ouverture en direction des Etats-Unis après avoir dû s'opposer à la mainmise que l'URSS voulait imposer à l'Egypte. A travers la hausse des prix, c'était encore une fois l'indépendance de l'Egypte qui était en jeu.

C'est Sadate et toute la politique qu'il représente, qui sont en définitive directement visés par les manifestations des grandes villes égyptiennes. La politique d'ouverture en direction de l'Occident, la politique de «paix avec Israël» constituent les fondements de cette stratégie.

LES MANIFESTATIONS  
D'AUJOURD'HUI ET  
LA LUTTE DU PEUPLE  
EGYPTIEN

Le prolétariat égyptien a joué un rôle moteur dans la lutte pour l'indépendance. C'est dans la zone du canal de Suez, où il se constituait pendant l'occupation anglaise, que les commandos armés attaquaient les postes anglais à la veille de l'indépendance. C'est dans les ports de Port Saïd et Port Fouad que toute la population armée résistait rue par rue, maison par maison à l'invasion anglo-française de 1956. A tous les moments, la lutte du prolétariat contre l'exploitation s'est étroitement liée à la lutte pour l'indépendance de l'Egypte, et pour la libération du Moyen-Orient, par le soutien, la mobilisation constante contre l'Etat d'Israël. Par cette mobilisation constante du prolétariat, l'Egypte

l'un des pays les plus peuplés d'Afrique a représenté à plusieurs reprises un espoir et un exemple pour les peuples arabes. Les coups portés à la politique de Sadate par les manifestations qui viennent

depuis la chute du roi Farouk en 1952, ont encore aggravé cette situation. L'expérience du peuple égyptien de l'«aide soviétique» est l'expérience du pillage impérialiste. En outre l'URSS aussi défend l'existence de l'Etat d'Israël, la



Manifestations ouvrières en 1971. (Aucune photo des récents événements n'ayant pu parvenir à l'étranger).

d'avoir lieu sont peut-être les premiers d'une lutte plus longue, remettant en cause l'unité réalisée entre l'Egypte et la Syrie, qui tourne le dos aux intérêts des peuples arabes en s'engageant vers la reconnaissance de l'Etat d'Israël.

LES MANOEUVRES  
SOVIÉTIQUES VOUÉES  
A L'ÉCHEC

L'agence soviétique Tass s'est empressée de faire état des manifestations du Caire. Que les Soviétiques, utilisant les forces qu'ils ont eux-mêmes suscitées en colonisant l'économie égyptienne avant d'être chassés d'Egypte, puissent tenter d'utiliser la révolte populaire à leur profit, est leur pra-

recherche d'un règlement passant par la reconnaissance de cet Etat par les Etats arabes, ce qu'elle veut est que ce règlement se fasse sous sa férule et non sous celle des USA.

En remettant en cause la politique de Sadate, le peuple et la classe ouvrière égyptienne ne remettent pas seulement en cause les manœuvres politiques d'une super-puissance, mais de deux dont la dispute aiguë pour le contrôle du Moyen-Orient se fait contre les pays et les peuples arabes et dans le soutien à l'existence de l'Etat sioniste menace permanente pour la paix dans la région et l'indépendance des pays du Moyen-Orient.

G. CARRAT

## HONGRIE

UN MANIFESTE  
DE SOUTIEN  
AUX TCHÈQUES

Plusieurs dizaines de personnes ont signé une lettre ouverte adressée à Pavel Kohout, l'un des signataires du manifeste 77 qui exige l'application des libertés constitutionnelles en Tchécoslovaquie. Les Hongrois dénoncent les poursuites engagées par le pouvoir tchécoslovaque avec l'encouragement des Soviétiques, contre les signataires de la Charte 77.

Il y a maintenant 4 personnes emprisonnées à la suite des opérations de police. Par ailleurs certains signataires ont été chassés de leur emploi.

En URSS, le KGB a commencé d'opérer des interrogations parmi les opposants à la suite de l'explosion dans le métro de Moscou. Comme l'un d'entre eux refusait de donner les noms de ceux chez qui il se trouvait au moment de l'explosion. Le KGB a alors dit qu'il «pourrait être considéré soit comme accusé soit comme témoin dans cette affaire».

## ETATS-UNIS

Carter

## «Ça reste encore à voir»

Carter a prononcé son serment et son discours d'investiture : «Je pense avoir des chances d'être un grand président, mais ça reste encore à voir» avait-il déclaré la veille. Sur le ton prêcheur que sa pratique dominicale lui a appris, Carter a soigneusement laissé de côté toutes les questions brûlantes. Il a déclaré ce qui est de bon ton après que Brejnev l'ait dit lui-même, qu'il œuvrerait en vue de la disparition des armes nucléaires. Il a également dit qu'il maintiendrait une «Amérique forte» à un niveau suffisant pour qu'elle n'ait pas besoin d'utiliser cette puissance. C'est justement sur la signification pratique de ces phrases que les couteaux sont tirés entre les factions de la bourgeoisie US. Cela l'a déjà obligé à renoncer avant même d'être président, à la nomination du chef de la CIA ! Menaçant pour tous les peuples du monde en affirmant la puissance yankee, Carter a tenté de jeter un instant le voile sur les tiraillements de la bourgeoisie US, dont la fine fleur sudiste, raciste était montée à Washington constituer une clique en son honneur.

## Giscard

## en Arabie Saoudite

Dimanche, Giscard sera en Arabie Saoudite. C'est la première fois qu'un chef d'Etat français se déplace en visite au pays qui est le premier fournisseur de pétrole de la France. La dernière visite d'importance a été effectuée par Jobert, alors ministre des affaires étrangères, en 74. Un accord de «coopération» avait été signé, l'Arabie Saoudite ayant demandé à la France de participer à son prochain plan de développement (1975-80), en contribuant à la construction d'usines de dessalement des eaux de mer, à la construction de routes, d'aéroports et autres travaux visant à développer l'infrastructure du pays.

Au cours de cet accord, il avait été décidé d'accroître les échanges commerciaux entre les deux pays, de réduire le déficit de la balance commerciale française, cela en amenant les Saoudiens à importer plus de produits français.

Trois ans après cet accord quelle est la situation des rapports entre l'impérialisme français et l'Arabie Saoudite ? Peu de contrats réels ont été signés pour la participation des patrons français au développement de l'Arabie Saoudite. Des projets sont toujours en suspens. Alors que la France était invitée à participer à l'élaboration du 2<sup>e</sup> plan quinquennal, ce plan a été élaboré avec les Américains. Le Japon a réussi sa percée, en participant à la construction du complexe sidérurgique de Jubail, le grand projet du plan, avec les USA.

Quelques tentatives ont été faites dans le domaine des travaux publics, mais cela a été un échec et est qualifié par les Saoudiens d'«expériences malheureuses». La concurrence acharnée entre les pays impérialistes en Arabie Saoudite semble laisser peu de place à l'impérialisme français.

Le voyage actuel de Giscard vise à relancer ces projets de «coopération», en profitant des liens politiques tissés avec les pays arabes, surtout dans la période gaulliste.

Y. E-K

● ALLEMAGNE DE L'OUEST : LIBÉRAUX-CHRÉTIENS DÉMOCRATES : Pour la première fois depuis six ans, depuis la venue au pouvoir de la coalition social-démocrates-libéraux, un land (Etat) d'Allemagne de l'Ouest a un gouvernement de coalition, libéraux-chrétiens-démocrates. Ainsi se confirme que bien qu'il ait évité la défaite aux élections générales, le parti social-démocrate voit ses positions sapées.

Pour la première fois depuis le début de l'année une grève a éclaté mercredi dans une usine métallurgique de Bade Wurtemberg à Goepingen. La revendication de 9% sur les salaires, avancée par les ouvriers, est contraire aux projets de blocage de Schmidt. Les patrons de la métallurgie ont d'ailleurs bloqué les négociations sur les conventions collectives parce qu'ils n'arrivaient pas à l'imposer totalement.

## LE DRAPEAU BASQUE AUTORISÉ

Le gouvernement de Madrid a dû accepter que le drapeau Basque flotte sur les édifices publics du Pays-Basque. Bien qu'il exige que le drapeau espagnol flotte toujours à ses côtés, Suarez a dû reculer devant la mobilisation du peuple basque et l'exigence de la reconnaissance de ses droits nationaux.

Ce recul ne peut être que le premier : le Pays-Basque est quadrillé, en état de siège depuis de nombreux mois. Le peuple basque et la classe ouvrière exigent qu'il soit levé. Ils exigent la dissolution des corps répressifs de l'Etat espagnol mis en place par Franco. Plus de 125 prisonniers politiques basques sont incarcérés dans des conditions qui empirent. Le peuple basque et la classe ouvrière exigent l'amnistie totale et la libération de tous les prisonniers. Si Suarez a cédé sur le drapeau, le peuple basque veut qu'il cède sur les autres exigences.

## INTERNATIONAL

**EQUATEUR : UNE OCCUPATION  
DE TERRES VICTORIEUSE  
1 000 HECTARES OCCUPÉS**

Le 15 novembre dernier, 10 000 paysans, hommes, femmes et enfants ont pris possession de 7 000 hectares de terres, dans la province de Chimborazo, située au centre de la zone andine. Ces terres abandonnées depuis longtemps représentent la superficie de 12 « haciendas » (grandes propriétés foncières). L'occupation des terres s'est faite aux cris de « La terre à ceux qui la travaillent », les paysans portaient des pancartes avec leurs principales revendications et dénonçaient la farce qu'a constitué pour eux une réforme agraire qui n'est pas appliquée. L'occupation avait été précédée d'une déclaration où les paysans proclamaient : « Nous avons décidé :

- de nous organiser au niveau provincial et national, avec la solidarité et l'appui des ouvriers, des étudiants et de tous les pauvres de la ville, et de lutter pour une vraie réforme agraire, comme l'ont proposé les 3 centrales syndicales.

- d'exiger du IERAC (Institut National de la Réforme Agraire) qu'il nous donne immédiatement et légalement les terres dont nous avons besoin

- de rester unis jusqu'à ce que nous ayons la terre

- de mourir en luttant plutôt que de continuer à mourir de faim ».



LES ARMES DE LA VICTOIRE :  
L'UNITE ET LA LUTTE RESOLUE

Dès que l'occupation a été effective, l'état de siège a été proclamé à la campagne et l'armée, particulièrement le bataillon Galapagos est intervenue, assassinant une paysanne, Zoila Martinez, qui était en train de développer la solidarité dans d'autres cantons. Malgré cela, les paysans n'ont pas cédé, ils ont exigé le départ préalable des soldats. Aujourd'hui, leur lutte s'est terminée par une victoire, puisque l'organisme d'Etat chargé des problèmes agraires, le IERAC, a dû leur donner des titres de propriété légalement établis, alors même que les propriétaires fonciers appelaient l'Etat à leur aide, et lançaient des appels au meurtre contre les paysans. Aujourd'hui, dans le Chimborazo, 10 000 paysans s'organisent pour vivre et travailler sur les terres nouvellement conquises. Le caractère très massif, et très résolu de cette lutte a non seulement permis d'obtenir une victoire précieuse pour le peuple équatorien ; elle a aussi dévoilé les véritables objectifs d'une réforme agraire destinée à moderniser l'agriculture, en donnant des crédits, une aide technique, des engrais et des réductions d'impôts aux grands propriétaires fonciers pour en faire des capitalistes de l'agriculture. Les paysans refusent une réforme agraire qui veut leur faire acheter des terres qu'ils n'ont pas de quoi payer. Les paysans déclaraient dans les assemblées : « On ne nous écoute pas. Ça s'est passé pareil sous tous les gouvernements. Nous sommes fatigués d'attendre. Nous voulons la terre, immédiatement. On ne nous donne pas de crédits, pas d'assistance technique, pas d'équipements, pas d'écoles, rien pour la santé, et pourtant le Chimborazo a été déclaré zone prioritaire. Tout cela n'a été qu'une farce, et il faut que ça change ». Cette prise de conscience est importante car le réformisme de la nouvelle bourgeoisie équatorienne avait souvent mis en avant la réforme agraire comme une de ses réussites.

**L'ÉCHEC DU REFORMISME**

La lutte résolue des paysans du Chimborazo a également permis de montrer que le gouvernement réformiste équatorien ne tient même pas ses propres engagements puisque depuis plusieurs années, la loi gouvernementale prévoyait que les terres abandonnées, devaient être réparties. En fait, le IERAC jouait le rôle d'intermédiaire, au service des grands propriétaires.

Cette victoire, qui montre les dessous du réformisme équatorien affaiblit et rend plus fragile la tentative réformiste prise entre le marteau et l'enclume : désavouée par l'ancienne oligarchie liée à l'impérialisme américain, elle ne parvient plus à faire illusion sur des secteurs de plus en plus vastes du peuple qui manifeste des aspirations anti-impérialistes, démocratiques et pour une authentique réforme agraire. En ce sens, la victoire des paysans du Chimborazo est un des signes de l'échec du réformisme, et ces signes, ces derniers temps, se multiplient.

# ● GRÈVE DE LA FAIM DES ACCUSÉS DE CASABLANCA ● LES ACCUSÉS SONT MENACÉS DU TRIBUNAL MILITAIRE

Le procès des 137 militants marxistes-léninistes commencé le 3 janvier se déroule dans des conditions extrêmement difficiles. Illégitimité de procédure, en particulier le président a refusé de lire l'acte d'accusation et d'indiquer l'ordre des interrogatoires ce qui constitue une atteinte aux droits de la défense. Les avocats étrangers, M<sup>e</sup> Hoess observateur d'Amnesty International, M<sup>e</sup> Margot du barreau de Paris se sont vus indûment reprochés de se faire traduire le déroulement du procès par les inculpés.

Les accidents se multiplient. Le président Afazaz tente d'empêcher les inculpés de s'exprimer, de témoigner sur les tortures qu'ils ont subies et il n'hésite pas à expulser des inculpés du procès (11

au 17 janvier). Le Procureur brandit la menace du tribunal militaire de Kénitra pour ceux qui défendent le principe de l'autodétermination du peuple sahraoui.

Les inculpés réagissent à chaque incident. Rappelons la minute de silence observée le 6 janvier à la mémoire de leur camarade A. Zéroual, mort sous la torture.

C'est pour manifester contre les conditions dans lesquelles se déroulent les procès qu'ils ont fait les 12 et 13 janvier une grève de la faim, (ci-joint la lettre qu'ils ont envoyée au Ministre de la justice). Ils ont annoncé le 17 janvier une grève de la faim illimitée pour les mêmes raisons.

Le 18 janvier 1977

**LETTRE OUVERTE A MONSIEUR LE MINISTRE DE LA JUSTICE  
RABAT-MAROC**

Casablanca, le 10 janvier 77  
Monsieur le Ministre,

Nous, les détenus politiques des prisons de Casablanca, avisons qu'après l'enlèvement abusif et les tortures sauvages de toutes sortes que nous avons subies dans les géôles de détention secrète, pendant plusieurs mois et après notre comparution devant le tribunal, nous enregistrons que la présidence du tribunal refuse d'écouter les déclarations des accusés, empêchant leur défense des lourdes accusations qui leur sont adressées ; comme elle leur interdit d'exprimer leur idée ; pire, elle les oblige, par des pressions et des menaces, à ne formuler comme réponse qu'un oui ou un non.

Nous enregistrons ensuite, qu'elle prend d'une façon bien nette des positions haineuses à l'égard des accusés.

En plus, nous enregistrons qu'elle porte atteinte aux droits de la défense, n'hésitant pas à proférer des menaces, des pressions et des vexations à l'encontre de certains avocats.

Nous enregistrons que la présidence refuse les questions posées par l'avocat aux détenus par son intermédiaire, ce qui constitue une violation à la procédure pénale.

Comme nous enregistrons les abus répressifs que pratique la présidence à l'encontre des accusés : en effet, elle a chassé avec violence un

certain nombre d'accusés du banc d'accusation, pour avoir exprimé leur idée afin d'écarter les accusations portées contre eux, comme elle a ordonné à la police de faire descendre à la cave des accusés qu'elle a jugés après, comme étant « présents ».

En plus, le procureur menace de traduire les accusés devant une juridiction militaire.

En se lançant dans de telles pratiques irresponsables, rétrogrades et illégales, la présidence essaie d'appliquer un jugement formel et fictif ne laissant aux accusés aucune occasion pour défendre leur point de vue.

Vu ces violations, vu la répression et les menaces précitées, nous vous infor-

mons que nous avons décidé d'entreprendre une grève de la faim de 48 heures à partir de mardi 11 janvier 1977, pour protester contre ces graves violations.

D'autre part, nous continuerons à paraître devant le tribunal pour faire nos déclarations, nous ne refuserons pas de répondre aux questions et nous continuerons à défendre nos options.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre respect.

Signé : les détenus politiques  
des prisons de Casablanca

C'est pour les mêmes raisons qu'ils décident aujourd'hui la grève de la faim illimitée.

## CARNET DE VOYAGE D'UN CHEMINOT L'ANGLETERRE DANS LA CRISE - 4 -

LE CHÔMAGE :  
IL MONTE EN FLÈCHE  
MALGRÉ DES « MESURES »  
GOUVERNEMENTALES  
CONTINUELLES

D'après l'information gouvernementale « économique progress report », le nombre de chômeurs au début 1974 était de 590 000 (2,4 % de l'ensemble des travailleurs). En août de cette année, ils étaient 1 309 300 (5,6 %) et en septembre, 1 319 300 ; et la revue ajoute : « Le chômage a continué à croître dans les derniers mois, et ceci en dépit d'une amélioration indubitable de l'activité économique générale... mais, comme le premier ministre l'a dit récemment, le vent à présent tourne, et nous pourrions voir le chômage diminuer à la fin de cette année ».

Actuellement, l'Angleterre s'achemine à grands pas vers les deux millions de chômeurs.

A Douvres, petite ville industrielle de 25 000 habitants, c'est 2 400 personnes qui ne peuvent trouver du travail. Les jeunes émigrent directement à Londres, où ils espèrent en trouver plus facilement, mais sans succès, la plupart du temps.

Face à cette situation, le gouvernement a proposé une série de mesures démagogiques. C'est intéressant de voir quelles genres de « mesures » peuvent prendre des gouvernements « de gauche » au pouvoir.

LE PROGRAMME  
TRAVAILLISTE :  
81 000 EMPLOIS POUR  
2 MILLIONS  
DE CHÔMEURS !

1 - Développement du travail temporaire

- « C'est la mesure la plus importante proposée par le gouvernement », dit le rapport. Vingt livres par semaine sont données aux patrons des sociétés temporaires qui emploient en priorité un ouvrier victime de licenciement pour motif économique.

2 - Programme de création d'emplois.

Une suite de chiffres et une suite de dates dans l'article : ce sont toutes les subventions accordées par le gouvernement depuis un an aux patrons pour qu'ils créent des emplois. Si on fait le compte, 90 millions de livres (800 millions d'AF) ont été débloquées pour créer au départ 81 000 emplois. Officiellement 69 000 emplois ont été créés grâce à ces mesures. Mais, dans le même temps, les statistiques officielles comptent 400 à 500 000 chômeurs supplémentaires !

3 - Jeunes sortant des écoles.

Chaque industriel recevra dix livres par semaine pendant 26 semaines pour toute embauche de jeunes de moins de vingt ans. Cela aurait permis la création de 30 000 emplois pour les jeunes.



Voilà les mesures essentielles du gouvernement travailliste pour sauvegarder l'emploi. Si on fait le bilan, pour les travailleurs : développement du chômage total pour les uns et du travail temporaire pour les autres ; pour les patrons, des subventions facilement accordées sans pour autant augmenter l'emploi : il suffit par exemple pour une grosse boîte de licencier dans un service et d'embaucher dans un autre pour toucher l'argent.

Comment réagissent les travailleurs ? Admettent-ils cette situation ou bien se préparent-ils à la combattre ?

Avant d'aborder ce point, je pense qu'il faut faire un rappel de ce que sont les syndicats anglais, les « Trade-Unions », et bien comprendre le poids qu'ils ont sur la classe ouvrière.

(à suivre)  
On le voit, en Angleterre  
Dominique ROCHELET

Les contrats dans la crise -5-

Fin de l'enquête de Stéphane RAYNAL

# fonction publique

## un enjeu des luttes d'influence d'ici 78

Parmi les salariés de l'État Patron, les Fonctionnaires occupent une place particulière. Enseignants (898 000), flics (106 000), militaires (306 000), employés des différents ministères (644 000) : ils sont près de 2 millions, et constituent, avec les postiers, la Fonction Publique, proprement dite.

Si dans les entreprises nationalisées, (SNCF, RATP, GDF Houillères...), les hôpitaux ou les PTT, l'État-Patron se comporte pratiquement comme n'importe quel patron capitaliste, dans le reste de la Fonction Publique, sa politique à l'égard des fonctionnaires a toujours été plus complexe. Il est en effet essentiel pour la bourgeoisie de s'assurer de la fidélité et de l'obéissance de ceux qui sont chargés d'appliquer sa politique.

Aussi les droits et libertés (en particulier le droit de grève) ont-ils toujours été restreints pour les Fonctionnaires. Un système complexe de «promotion au choix» entre les innombrables corps et catégories, constitue par ailleurs un moyen de chantage et de division efficace !

L'octroi d'une situation matérielle relativement privilégiée (sécurité d'emploi, avancement automatique à l'ancienneté, conditions de travail...) contribue également à favoriser la collaboration de classes et à couper les Fonctionnaires de la classe ouvrière.

Cette situation a été renforcée par l'adoption,

sous la direction de Thorez, à la Libération, du Statut Général des Fonctionnaires.

### LA RENTABILISATION

Mais le coût de cette énorme machine improductive qu'est l'administration est devenu de moins en moins supportable à la bourgeoisie. Cela d'autant plus que l'accentuation des contradictions, du fait de la concurrence étrangère, des guerres coloniales, des luttes menées par les travailleurs, en rendait l'extension nécessaire. La rentabilisation devenait nécessaire. Le statut de la Fonction Publique ne fut pas directement remis en cause, du moins dans ses dispositions fondamenta-

les, mais celles-ci furent tournées. Cela fut fait principalement par l'embauche de plus de 500 000 non-titulaires, ne bénéficiant d'aucune des garanties du statut, mais aussi par le développement d'un système complexe et occulte de primes, représentant souvent plusieurs mois de salaires, et attribuées arbitrairement.

Dans le même temps, tous les pouvoirs de décision concernant les salaires et les classifications étaient progressivement centralisés au niveau du gouvernement, mettant ainsi les directeurs à l'abri de la pression directe de leurs personnels.

La politique contractuelle, inaugurée en 1969, a marqué une nouvelle étape de cette concentration, en ramenant de fait toutes les revendications à la «négociation» annuelle entre le gouvernement et les Fédérations de Fonctionnaires.

Cette politique a eu pour effet de faire perdre aux fonctionnaires une partie de leurs avantages traditionnels, et de transformer ainsi progressivement le milieu.

### L'IMPACT DE LA GREVE DES PTT

La grève des PTT en novembre 74 a connu un écho, certes plus limité, mais non négligeable, dans le reste de la Fonction Publique. Pour sauver la politique contractuelle qui, pour la première fois, était mise en cause par un mouvement massif et prolongé, le gouvernement a été contraint de lâcher provisoirement du lest. Suite à cela, le contrat salarial 75 comportait une garantie du pouvoir d'achat sur l'indice INSEE et des mesures limitées pour les bas salaires. Surtout, dans le même temps, le gouvernement engageait une série de négociations au niveau de chaque administration, qui lui permettait d'adapter de manière coordonnée sa politique en fonction du

rapport de force et des impératifs politiques... Tous ces résultats, distillés avec lenteur au cours des années 75 et 76, et mis en valeur dans la propagande du gouvernement et des organisations signataires des contrats, ont eu un effet démobilisateur, accentué par la crise qui, frappant de plein fouet les autres travailleurs, épargnait, pour l'essentiel (sur le terrain salarial), les fonctionnaires.

Cependant, parallèlement le processus de rentabilisation est accéléré : l'embauche est stoppée, la chasse aux «temps morts» engagée, des réorganisations avec l'introduction de nouvelles techniques liées à l'informatique entreprises, tout cela ayant pour objet d'améliorer la «productivité» de l'administration.

Une offensive est également engagée contre les droits syndicaux et les libertés démocratiques.

Cette politique a notamment pour conséquence d'accentuer la différenciation de la Fonction Publique, qu'on peut de moins en moins considérer comme un ensemble homogène. Qu'y-a-t-il de commun entre un auxiliaire, véritable «OS de bureau», attaché à un terminal d'ordinateur et un agent de police, objet de toutes les sollicitudes du pouvoir ? Pour une partie des fonctionnaires, dont les conditions de vie et même de travail se rapprochent de celles des autres travailleurs, la question de l'engagement dans la lutte aux côtés de la classe ouvrière se pose de plus en plus concrètement.

Jacques DUBREUIL

### LES NÉGOCIATIONS 77

Pour les négociations 77, la CGT a exercé une forte pression sur FO et la FEN pour les amener à constituer un «front syndical commun», appuyée à l'intérieur de la FEN par la tendance Unité et Action du P(C)F. Un appel commun à la grève a ainsi pu être lancé pour le 27 janvier. Mais les bases de l'unité sont extrêmement fragiles, et elle n'a été acquise qu'au prix de concessions de la CGT.

L'UGFF (Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires CGT) entretient le mécontentement contre un gouvernement «hostile aux fonctionnaires», tout en renforçant l'influence du P(C)F (par

le biais de la CGT) contre le PS, dont les forces sont essentiellement concentrées dans FO et la FEN (dans la Fonction Publique, la CFDT est nettement plus faible que FO).

FO et la FEN, inquiètes de l'avenir de la politique contractuelle, ont déjà fait savoir qu'elles seraient prêtes à signer un accord analogue à celui obtenu en 76. Il suffirait pour la FEN que le SNI (instituteurs) y trouve un peu son compte !

Aussi les perspectives offertes par les directions syndicales réformistes et révisionnistes ne sont-elles guère à même de mobiliser... La semaine

d'action lancée en décembre par la CGT et la CFDT, a été un échec. Mais en dépit de la lassitude par rapport aux grèves de 24 heures, les travailleurs de la Fonction Publique participeront massivement à la grève du 27 janvier. Le plan Barre commence en effet à faire sentir sérieusement son effet, notamment par des restrictions sur le budget de 77.

Mais, comme le 7 octobre, c'est bien plus pour marquer leur refus de la politique de crise, que convaincus de la stratégie des directions syndicales, qu'ils seront en grève ce jour là !

### LA NÉCESSITÉ DE LA LUTTE AUX CÔTÉS DES AUTRES TRAVAILLEURS

La conviction que seul un large mouvement d'ensemble, s'étendant aux PTT, au Secteur Public et Nationalisé et même au-delà, est en mesure de faire sauter le carcan de la politique contractuelle, progresse chez les travailleurs de la Fonction Publique. Mais l'unité avec les autres travailleurs nécessite que soient combattues toutes les tendances à revendiquer une situation privilégiée, pour le seul fait d'appartenir à l'administration. Elle implique également

une dénonciation sans ambiguïté du rôle et de la nature de classe de l'appareil d'État !

La lutte contre le corporatisme, l'individualisme, le particularisme de chaque administration, nécessite une lutte idéologique résolue contre tous les mécanismes de division des personnels ; dont une bonne part procède de la logique du statut de la Fonction Publique. La coordination des luttes, même au niveau de la seule Fonction Publique, nécessite la fixation d'objectifs communs, et une large information réciproque sur ce qui se passe dans les différentes administrations.

### UN TERRAIN DE CHOIX POUR LES RÉVISIONNISTES

C'est tout à fait à l'opposé de ce que font les directions syndicales réformistes et révisionnistes. Pour celles-ci, et tout particulièrement pour le P(C)F, les Fonctionnaires constituent une clientèle de choix qu'il est important de gagner à leurs projets politiques. Les tentatives forcenées du PS et du P(C)F pour pénétrer l'appareil d'État aux niveaux élevés de la hiérarchie, se doublent d'une stratégie syndicale qui vient renforcer leur tactique électorale.

Loin de dénoncer la nature de classe de l'appareil d'État, les révisionnistes présentent l'administration comme seulement «détournée de sa vraie mission», et «mise au service des intérêts exclusifs des monopoles». Il suffirait dès lors de la «démocratiser», en fait d'en changer les patrons, pour qu'elle soit au service des travailleurs ! Centrant toutes leurs revendications sur la lutte contre le «déclassement de la Fonction Publique», pour la défense inconditionnelle du statut (dont la CGT a récemment célébré avec faste le trentième anniversaire), pour une juste hiérarchie des salaires fondée sur la compétence et les responsabilités, ils contribuent à entretenir le corporatisme, les mécanismes de division en tous genres, et la coupure avec la classe ouvrière.

J.D



Les quelques éléments fournis dans le cours de cette enquête par des militants CGT et CFDT de la Fonction Publique et Nationalisée, par l'examen des conditions dans lesquelles s'engagent ces négociations salariales 77 ont pu éclairer un peu ce nouveau round de la politique contractuelle en déroute. La faillite de la concertation, malgré les traces qu'elle peut laisser (RATP, certains fonctionnaires...), est évidente. Les verrous du plan Barre, chacun veut les faire sauter ; des travailleurs un temps pris au piège des contrats en sont revenus.

Les desseins de la bourgeoisie sont clairs, eux aussi : obtenir une «nouvelle relation contractuelle», par entreprise, mettant le pouvoir d'achat des travailleurs du secteur Public et Nationalisé sous la tutelle des résultats d'exploitation... Face à cela, le très circonstancié «front syndical» des sept organisations du secteur s'est déjà révélé bien fragile (à l'EDF, chez les fonctionnaires et les cheminots, les lézardes sont apparentes !). Ce n'est pas cela qui retient l'engagement d'une action d'ampleur mais bien plutôt les grandes manœuvres de l'Union de la Gauche, la proximité des

municipales et les incertitudes politiques pour l'avenir. Le débat est déjà vif sur 78. Les choix de société sont en discussion dans l'entreprise, n'en déplaise à Giscard ! Les 24 h de tradition, concédées par les Confédérations au mécontentement des travailleurs, si elles ne résolvent rien, permettront cependant que le débat politique se réactive pour unifier les forces qui recherchent réellement l'échec des plans de crise de la bourgeoisie et veulent passer à l'offensive.

S.R

## Maurice THOREZ

Vice-Président du Gouvernement  
Secrétaire Général du  
Parti Communiste Français

# LE STATUT GÉNÉRAL DES FONCTIONNAIRES

TEXTE DE LA LOI  
ET  
COMMENTAIRE

# DANS NOTRE COURRIER

Communiqué de presse

## NON A LA PROJECTION DES FILMS SIONISTES CONTRE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

Nous condamnons la campagne pro-sioniste faite actuellement par la bourgeoisie, avec les films «victoire à Entebbé», «raid sur Entebbé», «la longue nuit d'Entebbé», contre le mouvement de libération au peuple palestinien.

Ces films, à coups de publicité intensive, visent à inculquer dans l'esprit de la population une haine raciale contre les Palestiniens, et par contre à glorifier l'État d'Israël, maintenu au prix de sanglants massacres, de tortures et d'exils.

Les terroristes, ce ne sont pas les Palestiniens qui lut-

tent pour retrouver leurs terres et proclamer leurs droits en toute dignité, mais bien les sionistes, qui avec l'aide de puissances impérialistes, de leurs polices secrètes et mafias, assassinent en toute tranquillité les combattants palestiniens, et ceci sur les pavés même de Paris :

- Mahmoud Saleh, cadre dirigeant de l'OLP, vient d'être assassiné le 3 janvier 77 ; c'est le quatrième crime depuis celui de Mahmoud Hamchari, en 73.

- Abou Daoud, membre d'une délégation officielle palestinienne, est arrêté le 7 janvier 77 par la DST ; le

gouvernement français, qui laisse courir les assassins, et viole les règles élémentaires diplomatiques, montre ouvertement son appui aux forces fascistes d'Israël.

La venue de ces films s'inscrit dans la propagande impérialiste. Il faut les dénoncer, ne pas se laisser endormir par le bourrage de crâne de la bourgeoisie internationale.

PROTESTONS CONTRE  
CES FILMS, REFUSONS  
D'ALLER LES VOIR

Déjà, en Italie, Grèce et Allemagne, la riposte a été

très vive, et ils n'ont pas fait long feu à l'écran. Sachons montrer que nous aussi en France, pouvons soutenir le peuple palestinien.

Nous appelons toute la population amie du peuple palestinien à développer une intense propagande antiraciste, sur le front culturel, afin d'interdire ces films.

L'Union Culturelle Anti-Capitaliste anti-impérialiste, le Groupe des Peintres Arabes, le Front des Artistes Plasticiens, la Jeune Peintre, Image du Peuple, Groupe 18 mars, les amis de Mahmoud Saleh.

# Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI  
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
VOUS DONNE DROIT :

• A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

• Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

PARMI LES DISQUES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine
- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

• Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml»

• Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armistière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
- Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

Cinéma (tarif étudiant tous les jours) : «La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5<sup>e</sup>

«Olympic», 10 rue Boyer «Entrepôt», 7 rue Pressensé «Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal ..... 300 F
- Abonnement de soutien ..... 500 F
- Abonnement de soutien ..... F

Mode de versement :

- En une fois
- En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales) .....

Prénom .....

Adresse .....

Ville .....

## QUAND UN COLONEL ÉCRIT À SES BIDASSES...

Camarades, Voilà ce que m'a fait passer spontanément un bidasse du régiment de Grenoble. C'est la lettre que chaque bidasse reçoit juste avant de débarquer pour son service national. Ecrite de «la main du colonel», il est intéressant de voir les critères qu'elle développe.

L'armée est-elle en perte de vocations ? Elle vient jusque dans les écoles projeter diapos et films aux élèves et leur montrer les avantages

qu'elle peut procurer : si vos parents n'ont pas d'argent pour vous permettre d'apprendre un métier ou de continuer des études (médecine...) engagez vous (...).

Bien sûr, on ne leur montre pas l'armée comme un instrument de la dictature de la bourgeoisie, l'armée briseuse de grève, l'armée s'entraînant à la «chasse aux rouges».

Nous ne devons pas accepter de telles intrusions dans l'école.

«Mon cher,

Vous allez rejoindre dans quelques jours le quartier Régnies à Grenoble pour effectuer votre service national au sein du 93<sup>e</sup> Régiment d'Artillerie. Je serai heureux de vous accueillir et cette lettre n'a d'autre but que de vous mettre en confiance et de vous informer des conditions dans lesquelles vous allez vivre cette période.

Certes, j'imagine chez vous une certaine appréhension et je la comprends. Votre âge est celui de la générosité et du courage, mais également celui où, au sortir de l'adolescence l'esprit est sensibilité souvent exagérément par les exigences que comporte la vie d'une société libre.

Vos aînés vous ont certainement fait part de leur propre expérience, déformant souvent la réalité amplifiant de façon démesurée parfois les im-

perfections du service militaire.

J'aimerais que vous arriviez au régiment l'esprit libre de tout préjugé mais désireux de bien faire. Je pense qu'avec une dose initiale de bonne volonté, cette période de votre vie, au lieu de n'être, comme le pense certains, qu'une perte de temps, sera un enrichissement profond vous apportant la maturité indispensable à la poursuite d'une vie professionnelle fructueuse.

Vous serez peut être désagréablement surpris pour la vétusté du casernement (...)

Vous bénéficierez enfin, en dehors des heures de service, d'un régime de permission très libéral, juste récompense des efforts que vous fournirez au régiment.

Heureux de bientôt vous connaître, je vous transmets l'assurance de mes sentiments très cordiaux».

## «Condamnés à réussir»

«Les Amis de la Terre de Marseille» organisent du 24 au 31 janvier une série de projection du film : «Condamnés à réussir», réalisé par le Syndicat CFDT du CEA-La Hague. Chaque séance sera suivie d'un débat.

Les Amis de la Terre de Marseille  
7, Bd National. 13001 MARSEILLE. Tél. 50.42.31

### «CONDAMNÉS À RÉUSSIR»

Un film sur une usine pas tout à fait comme les autres, Une usine de retraitement des combustibles «brûlés» dans les réacteurs des centrales nucléaires,

Une usine de plutonium, corps créé artificiellement par l'homme et dont la radioactivité dure plusieurs centaines de siècles,

Une usine, gardienne de déchets atomiques, hautement radioactifs, déchets dont la dispersion dans l'environnement empoisonneraient la planète pour des milliers d'années.

Une usine qui se dégrade et où les travailleurs doivent intervenir continuellement en milieu radio-actif pour la maintenir en fonctionnement, et où l'on attend les déchets dix fois plus radio-actifs des centrales actuellement en construction et qu'aucune usine au monde n'est capable de retraiter,

Une usine du secteur public qui a fait trois mois de grève sur ses conditions de travail et contre sa transformation en entreprise privée,

Une usine où les notions de productivité et de rentabilité remplacent brutalement la notion de sécurité,

Les technocrates du pouvoir affirment que tout va bien,

- des travailleurs de l'usine,
- des habitants du Cotentin,
- des responsables syndicaux,
- des scientifiques font le point de la réalité, des images la montrent :

### «CONDAMNÉS À RÉUSSIR»...

Un film réalisé par le groupe ciné informations documents et le syndicat CFDT du personnel de l'énergie atomique

### PROJECTION :

- Lundi 24 : 20 h 30 à la Ciotat. Ciné-club des Frères Lumière
- Mardi 25 : 13 h. Faculté des sciences St-Charles. Marseille 1<sup>o</sup>  
20 h 30. Gardanne.
- Mercredi 26 : 12 h Luminy. Faculté des sciences. Marseille.  
20 h 30. MJC Tivoli. Marseille 1<sup>o</sup>
- Jeudi 27 : 20 h 30. MJC Corderie Marseille 7<sup>o</sup>
- Vendredi 28 : 20 h 30. MJ Chateau Gombert. Marseille 13)
- Lundi 31 : 20 h 30 MJ de Bonneville. Marseille 8<sup>o</sup>

**Téléphonez au Quotidien**  
298 63 61  
de 14 h 30 à 18 h 30

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml  
Adresse Postale BP 225 7E 924 PARIS CEDEX 19  
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J  
Directeur de publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC-Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

## 4<sup>e</sup> épisode

Il trouva une auberge et entra sur la terrasse inoccupée, entourée de géraniums et d'oeillets. De la salle venaient des rires accompagnés d'une odeur de viande et d'oignons frits. Une dame à chignon sortit sur le pas de la porte :

— Qu'est-ce que tu veux ?

— Je voudrais déjeuner, madame.

La dame fit glisser ses lunettes de son front à son nez :

— Tu as de l'argent, au moins ?

— Bien sûr !

— Bien sûr ? Bien sûr ? On dit ça. Montre-le !

Etienne rougit. Il s'arrêta de respirer pour ne plus sentir les oignons et, montrant à la dame l'argent qu'il gardait dans sa poche, il dit, doucement, clairement :

— MMeerrrde !

Pendant qu'il enfourchait son vélo, il entendit la voix chantante de la femme qui grognait :

— Eh mon Dieu ! Si c'est avec ça qu'on doit reconstruire la France !

Etienne retint une autre injure et prit la route du « plateau », les dents serrées.

Die s'éclipsa derrière une colline. Levant le nez, Etienne vit le Vercors qui se dressait maintenant au-dessus de lui. Un jet de six cents mètres de calcaire s'avancit dans la vallée comme la proue d'une barque. A voir ce mur, Etienne se demanda avec inquiétude par quelle fente il pourrait s'y glisser, ou s'il aurait la force de se hisser jusqu'au faite de tels remparts. Le ventre vide, il commença l'ascension.

Au pied de la montagne, il rencontra Chamaloc, un village miniature qui faisait la sieste. La mairie dormait, ses deux persiennes closes. Près d'elle, un café avait laissé sa porte entrouverte. Etienne cacha sa bicyclette à l'ombre et entra. Ici, pas de terrasse entourée de fleurs ; seules, trois roses au milieu d'une toile cirée.

— Il y a quelqu'un ?

Un chat fila. Une jeune femme ouvrit une porte. Mi-commerçante, mi-paysanne, elle sentait le foin.

— Qu'est-ce que tu veux, mon petit ?

Sa voix claquait, mais elle regardait Etienne dans les yeux, sans se soucier de ses pieds nus.

— J'aurais voulu déjeuner.

— Tu arrives tard. On a déjà dîné.

— Vous auriez bien du fromage ?

— Du fromage ? Et où vas-tu comme ça ?

— Dans le Vercors.

— Quoi ? Du fromage pour tout dîner, et pour monter au Rousset ? Assieds-toi ! Je vais te préparer des œufs et une salade, et puis du fromage. Alors, tu pourras monter au Rousset.

Etienne soupira d'aise et s'assit devant la toile cirée. Une chienne vint sous la table flairer la poussière et la sueur de ses mollets.

— Bonsoir !

Un homme entra, une fourche en main, qu'il posa. Il s'assit, sortit le tabac, le papier à cigarette. La patronne secoua la tête vers Etienne et dit :

— Il a pas dîné et il voulait du fromage pour monter au Vercors. Alors, je lui fais des œufs.

L'homme s'arrêta de lécher sa cigarette :

— Donne-lui un bout de lard aussi. Je vais chercher du vin.

— Tu n'es pas d'ici, fils ?

— Non, je viens de...

— Hé ! Je te demande pas d'où tu es. Ça me regarde pas. Tiens le journal. Je vais chercher du vin et la femme te donnera du lard. Il faut de la viande pour monter cette côte !

Gonflé de gêne et de bien-être, Etienne bredouilla son merci et se cacha derrière le *Petit Dauphinois*.

Entourée de noir, l'OCCUPATION marquait la première page :

AVIS

Deux ressortissants français ont été condamnés à mort par un tribunal militaire allemand.

Malgré la défense de détention d'armes et de matériel de guerre dans la zone côtière méditerranéenne portée à la connaissance de la population par avis du 15 février 1944, ils étaient en possession d'armes et de munitions.

Le jugement a été exécuté.

DER KOMMANDANT DES HEERESGE  
BIETES SUD-FRANKREICH.

(à suivre)

## BLOC NOTES

# le juge Fayard dit le Sheriff

## ● Quand la fiction s'inspire de la réalité

Le film « politique » est un genre récent dans le cinéma français. Né après 68, avec « Z », de Costa-Gavras. Yves Boisset s'inscrit dans ce courant. S'inspirant de plusieurs événements marquants de la vie politique française de ces vingt dernières années, il a réalisé « R.A.S. », sur la révolte des appelés du contingent au moment de la guerre d'Algérie, « l'Attentat », qui s'inspire de l'affaire Ben Barka, « Dupont-Lajoie » où la logique du crime raciste est analysée à travers une affaire exemplaire.

« Le Sheriff » reprend le principe des films précédents. Au cours de la conférence de presse qu'il a tenue samedi dernier, Yves Boisset a déclaré : « Tous les faits relevés dans le film, bien que provenant de différentes affaires sont vrais ». En effet, on retrouve dans le Sheriff quelques-unes des grandes affaires politico-judiciaires de ces dernières années : l'assassinat du juge Renaud, exécuté comme le héros du film sur le parking de son immeuble ; l'évasion de la prison, qui s'est déroulée il y a un an et demi à Valence ; le « gang des Stéphanois » désigne clairement le gang « des Lyonnais ». Le patron emprisonné au début du film évoque l'affaire Charette. Même dans les détails, Boisset fait référence à des souvenirs précis de quelques affaires célèbres. Lorsque le procureur général (dans le film) apprend au juge Fayard qu'on l'avait surnommé « le tonneau des Danaïdes », on



pense tout de suite au fameux commissaire Tonnard, plus ou moins lié au milieu des proxénètes lyonnais, ainsi que son supérieur Javille. Quant au restaurant « Les armes du Roy » qui, dans le film, abrite une maison close, ne fait-il pas penser aux « Écuries du Roy », restaurant de la région lyonnaise qui s'était rendu célèbre au moment des exploits du gang des Lyonnais ?

Quant aux coupes pratiquées dans le film à la demande du SAC, les auteurs les ont retournées habilement contre les censeurs en faisant précéder le film d'une annonce très ironique, qui fera plus de mal à la réputation de cette association que l'ensemble du film.

Le principal (et involontaire) mérite du film est de sortir à une époque où l'affaire de Broglie vient jeter

une lumière assez crue sur les dessous du régime. Dans ce domaine, la réalité dépasse la fiction et « Le Sheriff » vient à point nommé nous rafraîchir la mémoire.

Pour traiter ce sujet brûlant Boisset a conservé une forme cinématographique tout à fait classique. Montage nerveux, scènes d'action menées avec une efficacité certaine, humour qui vient à point nommé détendre l'atmosphère... Mais, en restant dans le moule traditionnel du film policier, Boisset est obligé de concentrer l'attention sur son héros (incarné par Patrick Dewaere). Fougueux, tenace, emporté, c'est un juge « à la nuque raide », comme le lui reproche son supérieur hiérarchique. Cette manière de procéder finit par faire oublier que le problème de la justice n'est pas seulement celui d'un individu, décidé à faire toute la

lumière sur une affaire. Certes, Boisset aborde le problème du Syndicat de la Magistrature, mais de manière tout-à-fait marginale, et assez ambiguë, puisque les magistrats de ce syndicat représentés dans le film « poussent » en avant le juge Fayard.

La démarche du film fait oublier un peu vite que, si de jeunes magistrats progressistes se posent de plus en plus de questions sur leur rôle et leurs responsabilités, c'est qu'ils sont portés par le mouvement de masse, par les luttes des travailleurs contre les cadences, les accidents du travail, les maladies professionnelles. Enfin, si les crapuleries de la bourgeoisie clairement exposées dans le film suscitent l'indignation, la fin plutôt pessimiste incline à la résignation. C'est bien là la principale limite de ce film.

## Programme télé

### SAMEDI 22 JANVIER

#### TF 1

18 h 05 - Trente millions d'amis  
18 h 40 - Auto moto 1  
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Eh bien... raconte !  
20 h 00 - TF 1 actualités  
20 h 30 - Numéro un : Paul Anka  
21 h 30 - Chapeau melon et bottes de cuir  
22 h 25 - A bout portant : Silvia Monfort  
23 h 15 - TF 1 actualités

#### A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - La tirelire  
20 h 00 - Journal de l'A 2  
20 h 30 - Les cinq dernières minutes. *Le goût du pain*.  
22 h 05 - Questions sans visage  
23 h 00 - Drôle de musique  
23 h 35 - Journal de l'A 2

#### FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Entre nous  
19 h 55 - FR 3 actualités  
20 h 00 - Thalassa  
20 h 30 - La norma. *Opéra de Vincenzo Bellini*.  
24 h 00 - FR 3 actualités

### DIMANCHE 23 JANVIER

#### TF 1

19 h 45 - TF 1 actualités  
20 h 30 - Les 55 jours de Pékin. *Film américain de Nicolas Ray (1962)*  
23 h 00 - Titres courants.  
23 h 10 - TF 1 actualités

#### A 2

19 h 00 - Stade 2  
20 h 00 - Journal de l'A 2  
20 h 30 - Musique and music  
21 h 30 - Rush  
22 h 20 - Le musée imaginaire de Philippe Sollers  
23 h 10 - Journal de l'A 2

#### FR 3

19 h 00 - Hexagonal  
19 h 55 - FR 3 actualités  
20 h 05 - Lassie. *Feuilleton*  
20 h 30 - L'homme en question  
21 h 30 - Aspects du court métrage français.  
22 h 20 - FR 3 actualités  
22 h 30 - Cinéma de minuit. *Lune de miel mouvementée*.

Carter président

# LES DIFFICULTÉS DE LA SUPERPUISSANCE US

## DISSENSIONS PERSISTANTES POUR REDÉFINIR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Du temps des administrations Kennedy et Johnson, elle pouvait rester dans une large mesure, celle de la confrontation, celle d'un impérialisme quasi-hégémonique. La défaite d'Indochine lui impose désormais une extrême prudence quant à l'emploi de l'oppression ouverte contre les peuples du monde, qui se heurtaient tant à l'intérieur qu'à l'extérieur à de très fortes oppositions. Le voyage de Nixon à Pékin en 1972 marque un recul : l'impérialisme US renonce au moins publiquement à sa vieille politique d'encerclement de la Chine en vue d'écraser le socialisme. Ces mêmes années voient les succès de la lutte de libération des peuples d'Indochine et des peuples des colonies portugaises, mais aussi la constitution des pays du Tiers Monde en force politique, en particulier après la guerre d'octobre 73. Sur toute une série de questions comme le soutien à l'entrée de la Chine à l'ONU, la condamnation du sionisme, le prix des matières premières, la question du droit des mers, l'unité du Tiers Monde contre l'impérialisme se forge. Un nombre croissant de pays de la zone de domination américaine, et dont les gouvernements semblaient tout à fait sûrs, entrent en contradiction avec l'impé-

rialisme US à des degrés divers.

En même temps, l'URSS, s'affirmant comme social-impérialisme, prend l'offensive : cherchant à tirer profit des reculs de l'impérialisme US et s'appuyant sur le fait que sa nature impérialiste n'est pas encore aussi largement démasquée aux yeux des peuples du monde, elle va intervenir assez ouvertement pour attaquer et démembrer le Pakistan en soutenant l'agression indienne dès 1971. Durant la même période, l'URSS renforce considérablement son potentiel nucléaire et ses forces conventionnelles, particulièrement en Europe. Elle déploie des forces navales dans toutes les mers, prête à intervenir même au cœur de certaines zones d'influence américaine.

En 1972, l'Amiral Moorer déclarait : « Notre relative emprise militaire sur le monde a dépassé son point d'apogée et elle est à présent sur le déclin. Nous ne disposons plus de l'énorme supériorité stratégique qui nous conférait une puissance militaire si considérable que nous pouvions assurer sans difficultés la protection de nos intérêts dans le monde entier. Dorénavant, il va falloir faire le point avec plus de précision et évaluer les risques avec plus de circonspection ».

### LA FIN DES «MIRACLES» DU DOCTEUR KISSINGER

C'est à Kissinger que reviendra principalement, pendant toute une période la tâche de réorienter en fonction de ces bouleversements, la politique mondiale de la superpuissance.

C'est lui qui mènera les négociations pour se désengager du Vietnam. C'est lui qui préparera diplomatiquement la reconnaissance de la Chine populaire. Il est obligé d'assumer ainsi la renonciation publique à de vieilles ambitions de l'impérialisme US.

Mais l'avenir ? Vis-à-vis de l'URSS, il mise principalement sur la «détente» : en voulant nouer des relations privilégiées USA-URSS, notamment du point de vue du commerce (blé), de l'exportation des capitaux et de la technologie, il s'agit de désamorcer l'agressivité de l'URSS, en rendant «indispensable» à l'économie soviétique de bonnes relations avec son rival US.

Parallèlement, au plan des armements, c'est lui qui s'engagera dans les négociations SALT en vue de la réduction des forces nucléaires stratégiques de part et d'autre, ainsi que dans des négociations sur la réduction des forces en Europe.

Face aux peuples et pays

du Tiers Monde, Kissinger —sans renoncer aux vieilles méthodes des coups d'États fabriqués dans les pays où c'est possible (Chili, Argentine, Thaïlande) — va chercher par sa politique des «petits pas», à compléter les menaces, par une tactique habile de division et d'arbitrage à la fois. Tentatives de divisions du Tiers Monde, en pays producteurs de pétrole et pays non producteurs («quart monde»). Tentatives d'«arbitrage» en Afrique Australe.

Mais la politique de Kissinger, si elle rencontre momentanément certains succès, notamment au Moyen-Orient, connaît également des revers retentissants : en 1974, le changement de régime au Portugal qui prend au dépourvu l'impérialisme US et met à l'ordre du jour l'instabilité politique de l'Europe du Sud et le risque de l'arrivée au pouvoir de partis révisionnistes ; la même année, le complot de la CIA pour déstabiliser Chypre se retourne contre les USA ; c'est l'effondrement du régime des colonels, et, avec la tension entre la Grèce et la Turquie, l'affaiblissement de cette ligne de défense de l'OTAN, qui profite essentiellement à l'URSS ; enfin, l'intervention soviétique en Angola est

Le débat sur la politique extérieure de l'impérialisme américain a beaucoup marqué la campagne électorale. C'est que, depuis quelques années, cette politique extérieure cherche à se redéfinir. A la charnière des années 60 et 70, la défaite US en Indochine, la très large dénonciation par les peuples du monde de la nature impérialiste des USA, et dans le même temps, l'émergence du social-impérialisme comme superpuissance rivale ont profondément remis en cause la stratégie de l'impérialisme américain.

ressentie comme un grave signal d'alarme : l'impérialisme US, ne peut s'opposer efficacement à cette offensive soviétique dans une région du monde où jusqu'à alors il n'intervenait pas.

Les derniers mois de l'administration Ford vont voir se développer dans la classe politique américaine de graves contradictions sur la politique extérieure. La campagne contre la «diplomatie

oppose un parti à un autre, un candidat à un autre : la remise en cause de la politique de «détente» sera, dès la fin de 1975, l'objet d'une crise au sein même de l'équipe Ford. Pendant la campagne électorale, elle est exprimée de manière outrancière, Reagan traitant Kissinger d'«homme de Moscou», Ford, aussi bien que Carter dans leurs déclarations ont tenu à souligner la nécessité d'une plus grande fermeté face à l'URSS.



Rencontre Kissinger-Breznev : au delà du dialogue, une rivalité sans merci.

secrète» de Kissinger, accusée d'être trop personnelle, mal contrôlée par le Président et le Congrès masque le fond du débat : c'est l'inefficacité, l'absence de perspectives face à l'aggravation de la situation qui est mise en cause.

De même la campagne contre les méthodes et les initiatives incontrôlées de la CIA cache le véritable conflit : on reproche à la CIA de ne pas faire correctement son travail de renseignement et de sous-estimer la puissance militaire soviétique.

Car, c'est bien la question de l'évaluation de la puissance et des intentions du social-impérialisme, la question de savoir à qui profite la détente qui domine le débat. Ce n'est pas une contradiction qui

«Trilatérale» préconise une redéfinition globale de la stratégie US : cette redéfinition remet en question la «détente», et présuppose, avant tout, un renforcement du potentiel de guerre US et une politique de fermeté face à l'URSS. Sur cette base, il s'agit d'associer beaucoup plus étroitement les impérialismes secondaires (européens et japonais) pour faire bloc vis-à-vis de l'URSS, mais aussi contre les peuples et pays du Tiers Monde.

C'est pourquoi, la «Trilatérale» met tellement l'accent sur la critique de la politique européenne de Kissinger. L'Europe, en tant qu'enjeu stratégique entre les deux super-puissances, apparaît aussi nettement, au cœur des âpres débats qui divisent les milieux dirigeants américains.

Selon elle, Kissinger aurait exercé des pressions brutales, en privilégiant les relations bilatérales avec chaque pays. Les membres de la

certation avec ses alliés occidentaux, se contentant pour une fois d'un rôle de figurant silencieux. Il est clair que la CEE a la capacité de réduire sérieusement le niveau économique de l'Italie par toute une gamme d'expédients... Comme ultime sanction, les autres membres pourraient expulser l'Italie de la «Communauté». Carter reprenait récemment cette position en affirmant : «Menacer d'exclure l'Italie de l'OTAN, c'est le meilleur moyen de faire élire les communistes». Il s'agit donc pour l'impérialisme américain de ne pas intervenir ouvertement, d'agir par l'intermédiaire d'une Europe unifiée sous la houlette américaine et où la RFA jouerait le rôle de chef de file.

A propos du Portugal, la «Trilatérale» a reproché à Kissinger d'avoir été défaitiste et d'avoir considéré le Portugal comme «perdu», alors que les pressions de Brandt et Schmidt et la mise sur pied du parti socialiste portugais par la social-démocratie allemande ont permis l'instauration au Portugal d'une démocratie bourgeoise qui ne remet pas en cause la prépondérance américaine.

Face aux menaces soviétiques sur l'Europe et à l'instabilité politique en Europe du Sud, la stratégie de l'impérialisme américain ainsi dessinée, consisterait, après avoir cassé ses tentatives de s'ériger en troisième superpuissance, d'accélérer son unification autour du protecteur américain.

Cette politique serait également la clef d'une stratégie face au Tiers-Monde, grâce à la politique «Trilatérale», il s'agit d'empêcher les rapprochements entre le Second Monde et le Tiers-Monde, d'unifier les impérialismes secondaires pour affronter le Tiers-Monde et le diviser. L'attitude négative de l'ensemble des pays impérialistes à la conférence Nord-Sud, les propositions de Giscard pour une concertation des pays consommateurs de pétrole montrent que cette politique a déjà commencé.

Et surtout rien ne dit que l'impérialisme US ait les moyens politiques, économiques et militaires de mettre en œuvre les grands projets stratégiques de la «Trilatérale».

De ce point de vue, le premier test sera la renégociation avec l'URSS des accords sur la limitation des armements stratégiques (accords SALT). Carter y sera très rapidement confronté. C'est ce que nous examinerons demain.

J. P. CHAMPAGNY

### LA STRATÉGIE «TRILATÉRALE» ET L'EUROPE

Pour Brzezinski, la politique cohérente, elle serait menée de Kissinger n'est pas crédible, au coup par coup. De fait la